

Bimensuel favorisant la pensée indépendante, l'éthique et la responsabilité  
Pour le respect et la promotion du droit international, du droit humanitaire et des droits humains

## L'initiative sur la neutralité est importante pour la Suisse et un monde plus pacifique

par René Roca\*

Le jeudi 11 avril 2024, le comité d'initiative interpartis «Sauvegarder la neutralité suisse» a déposé son initiative. Plus de 130 000 signatures témoignent d'un premier succès considérable. Par conséquent, il sera bientôt possible de voter sur cette initiative qui vise à ancrer la neutralité de manière plus précise dans la Constitution fédérale. La collecte des signatures et l'aboutissement de l'initiative ont déjà déclenché un large débat qui, indépendamment du résultat, peut déjà changer certaines choses sur le plan politique. Lors d'une votation, il ne s'agit pas seulement d'un oui ou d'un non. Ceux qui le prétendent et s'en lamentent méconnaissent totalement la valeur de la démocratie directe. Il faut se rendre compte qu'un tel projet a la capacité essentielle de briser de manière anticipée le pouvoir de cercles politiques établis tels que des partis et des associations. En parallèle, cela contribue à mettre progressivement en question le mainstream du pouvoir médiatique. Ce processus ouvre donc des espaces de liberté permettant à des réflexions créatives de prendre forme et à des changements concrets de survenir.

### La Suisse perd le reste de sa crédibilité

De l'autre côté, chez les abolitionnistes de la neutralité suisse, c'est-à-dire le Conseil fédéral et la majorité du Parlement, cela provoque de la nervosité et des interventions embarrassantes. En janvier, lors du Forum économique de Davos, le conseiller fédéral *Cassis* et la conseillère fédérale *Amherd* ont annoncé pompeusement, au milieu des élites économiques et des personnalités politiques, qu'ils organisaient une «conférence de paix» en Suisse. Peu de temps après, on apprenait que la conférence aurait lieu au Bürgenstock. Cette station de luxe, la plus grande de Suisse, est depuis longtemps la propriété du fonds souverain de l'Etat féodal du Qatar, qui n'est pas vraiment connu pour son respect des droits de l'homme. Dans le cadre de la conférence, l'étroite arête rocheuse surplombant le lac des Quatre-Cantons serait donc le théâtre d'élucubrations nourries par le pouvoir et la violence au lieu de la paix et la justice. En effet, si la conférence a lieu, la Suisse veut s'appuyer sur le programme unilatéral en dix points rédigé par les Etats-Unis pour l'Ukraine. La Russie n'est pas invitée et ne serait de toute façon pas venue, et d'autres pays comme la Chine et d'autres pays non occidentaux ne graviront probablement pas non plus la montagne. C'est donc un énorme flop, la Suisse continue de se décrédibiliser, la diplomatie suisse est au plus bas. Celui qui veut mettre fin à une guerre par procuration de l'OTAN en faisant preuve d'un tel amateurisme doit accepter le reproche de donner la substance humanitaire de la Suisse en pâture aux Etats-Unis. L'initiative sur la neutralité arrive au bon moment pour empêcher une telle dérive à l'avenir. La démocratie directe montre ainsi son incroyable capacité de résistance, qui fait justement la spécificité de la culture politique suisse.

### La Suisse latine et la gauche soutiennent l'initiative de manière décisive

Les derniers mois de la collecte des signatures ont justement montré cette véritable force de résistance de la population suisse. Grâce à un éminent sprint final, il a été possible, malgré la résistance acharnée des médias et de tous



Lors de la remise des signatures pour l'initiative sur la neutralité, la joie et la confiance régnaient avant d'entamer les prochaines étapes pour le renforcement de la neutralité suisse. A droite, l'emblème de l'initiative, construit à partir des boîtes en carton des 26 cantons suisses, lesquels contiennent les feuilles de signatures. (photos A.H.)



les partis, d'atteindre le quorum de signatures nécessaire et même de le dépasser largement. Deux raisons principales ont été déterminantes. Premièrement, il faut reconnaître le patriotisme et le pacifisme de la Suisse latine. Proportionnellement à leur population, les cantons du Tessin, de Vaud et de Genève, en particulier, ont contribué à un nombre de signatures plusieurs fois supérieur à celui d'autres cantons. Dans le canton du Tessin, le parti bourgeois de la *Legha dei Ticinesi* et les groupes socialistes à la gauche des socialistes actuels (PSS) et des Verts ont collecté des signatures de manière particulièrement régulière et assidue. Cela a certainement aussi un rapport avec l'histoire du canton du Tessin, qui a certes longtemps été ce que l'on appelle un «bailiage commun» de l'ancienne Confédération, mais qui, au terme de la République helvétique, drapeau au vent et criant «Liberi et svizzeri!», a voulu absolument se rattacher à la Suisse. Cela s'explique par l'attitude relativement modérée des baillis fédéraux, par le modèle des *Landsgemeinden* fédérales, et par les racines coopératives du canton transalpin. De son côté, le canton de Vaud ne sait que trop bien ce que cela signifie d'être un territoire soumis à Berne. Il préfère aujourd'hui écrire dans le livre d'or des anciens «maîtres» de Berne, c'est-à-dire du gouvernement, qu'ils doivent à nouveau prendre au sérieux la neu-

tralité intégrale de la Suisse. Enfin, le canton de Genève, siège du *Comité international de la Croix-Rouge* (CICR), ressent directement la baisse de respect face à l'aide humanitaire de la Suisse. Dans le sillage de «l'Occident basé sur des valeurs», le gouvernement suisse jette docilement par-dessus bord sa tradition humanitaire. Il veut faire partie des «bons» et méconnaît totalement l'importance de pouvoir agir efficacement en faveur de la paix en tant que pays neutre. Entre-temps, il apparaît déjà de manière flagrante à quel point la Suisse, qui n'est plus neutre, coupe l'herbe sous les pieds de ses propres organisations humanitaires, en particulier du CICR. En Ukraine et dans la bande de Gaza, les organisations humanitaires sont de moins en moins respectées et le droit international humanitaire est bafoué. Le siège au Conseil de sécurité de l'ONU ne sert à rien à la Suisse si elle y approuve docilement les interventions des Etats-Unis ou s'abstient lâchement de voter. Tout cela, la Genève humanitaire s'en rend compte, et dans sa situation de canton frontalier tout comme le Tessin et Vaud, elle sait ce qui est en jeu.

Deuxièmement, il faut également mentionner qu'un «appel de la gauche et des Verts à soutenir l'initiative sur la neutralité» a été lancé dans toute la Suisse. Cet appel a donné à l'initiative une impulsion insoupçonnée. L'appel a notamment tendu un miroir aux partis

### «Cette initiative vaut son pesant d'or»

Interrogé sur sa position concernant l'initiative sur la neutralité, l'ancien collaborateur de haut rang de l'OSCE et fin connaisseur de l'Ukraine, *Ralph Bosshard*, explique: «A l'heure actuelle, cette initiative vaut son pesant d'or, car elle montre à l'étranger que la Suisse ne se laisse pas faire n'importe comment. Les conseillers fédéraux changent de département et partent à la retraite, mais il y a des constantes dans la politique étrangère et de sécurité de la Suisse. Espérons qu'elle conduise aussi à ce que les ambassadeurs fassent un peu moins d'antichambre au Palais fédéral Ouest [siège du Département fédéral des affaires étrangères, réd.]. L'arme des sanctions économiques est celle de l'économie la plus forte contre la plus faible. En conséquence, c'est une expression du droit du plus fort dans les relations internationales et c'est précisément ce que nous ne voulons plus.»

(*Ralph Bosshard dans un entretien avec la Weltwoche, n° 15/24, p. 24*)

établis du PS et des Verts, en particulier aux dames et messieurs qui détiennent un mandat politique. Ils ont tous été mis à nu dans leur inexplicable «ivresse guerrière». Leur pacifisme s'est évanoui.

La base politique, qui s'est élargie grâce à l'«appel», doit maintenant être continuellement développée. Il y a encore beaucoup à faire, mais c'est ainsi qu'il sera possible d'ancrer durablement l'initiative auprès de nombreuses personnes. Aujourd'hui encore, près de 90% de la population suisse soutient la neutralité. La majorité comprendra maintenant qu'il est urgent de concrétiser la neutralité au moyen du texte de l'initiative. Il s'agit après tout d'un pilier central de l'Etat suisse et, avec la votation, de l'une des décisions les plus importantes de l'histoire de l'Etat fédéral, vieille de plus de 175 ans.

Le Conseil fédéral, le Parlement et surtout le peuple suisse comme entité souveraine doivent maintenant s'engager clairement: soit en faveur d'une neutralité crédible, telle que l'initiative veut l'inscrire dans la Constitution fédérale, soit en faveur d'une adhésion à l'OTAN. Il ne peut et ne doit pas y avoir de tergiversations entre les deux.

### Le rapprochement du DDPS vers l'OTAN a alimenté la collecte de signatures

«Le rapprochement avec l'OTAN mené tambour battant par la cheffe du *Département fédéral de la défense, de la protection de la population et des sports* (DDPS), la conseillère fédérale *Viola Amherd*, a définitivement réveillé l'opinion publique. Au lieu de s'attaquer enfin aux lacunes et aux manques d'équipement dans la défense militaire nationale, causés par une négligence grossière, la cheffe du DDPS s'est lancée dans un rapprochement avec l'OTAN contraire à la neutralité. Les citoyens se sont rendus compte que la Suisse devait être conduite dans le chaudron militaire de l'OTAN. La collecte de signatures en faveur de l'initiative sur la neutralité a connu une véritable poussée. Pour le comité, une chose est claire: les Suisses ne veulent pas d'une adhésion rampante à l'OTAN.

Lors du dépôt des signatures, le président des comités d'initiative, l'ancien conseiller

national *Walter Wobmann*, a constaté que l'aboutissement de l'initiative sur la neutralité obligeait à discuter de l'orientation de la politique étrangère suisse et du faux rapprochement avec l'OTAN. Le souverain a désormais la possibilité de mettre un terme à l'abandon de la neutralité armée perpétuelle, qui a fait ses preuves. [...]

Le Conseiller national *Pierre-André Page* a souligné le nombre important de signatures dans les cantons romands. Genève montre justement que la population veut s'en tenir aux valeurs traditionnelles telles que la diplomatie de paix et l'aide humanitaire. Genève, en tant que siège du CICR et de nombreuses organisations de l'ONU, offre sur un terrain neutre une plateforme pour la tradition humanitaire de la Suisse.»

Source: *Pressemitteilung Pro Schweiz* du 11/04/2

\* René Roca est docteur en histoire, professeur de lycée et directeur de l'*Institut de recherche sur la démocratie directe* ([www.fidd.ch](http://www.fidd.ch)). Il est membre hors parti du comité «Sauvegarder la neutralité suisse» (initiative sur la neutralité).



# «L'UNRWA est une bouée de sauvetage pour les réfugiés palestiniens de la région» (António Guterres)

par Marianne Wüthrich, Docteur en droit

Le 17 avril 2024, le commissaire général de l'Office de secours et de travaux des Nations unies pour les réfugiés de Palestine (UNRWA), le Suisse Philippe Lazzarini, a prononcé devant le Conseil de sécurité de l'ONU un discours qui ne peut laisser aucun de ses concitoyens indifférents. Il décrit les souffrances inimaginables de la population palestinienne dans la bande de Gaza, soumise à un siège impitoyable par l'armée israélienne. Il révèle la «campagne insidieuse» menée contre l'UNRWA «dans le but de l'expulser des Territoires palestiniens occupés». Il demande aux Etats membres de l'ONU de continuer à soutenir politiquement et financièrement le travail de l'UNRWA. Et il rappelle que le mandat temporaire de l'UNRWA, décidé par les Nations unies en 1949, est indispensable jusqu'à ce que «la communauté internationale s'engage réellement dans une solution politique [au conflit palestinien]».<sup>1</sup>

Le Conseil fédéral et certains de nos parlementaires risquent actuellement de se laisser impressionner par la «campagne insidieuse» contre l'UNRWA. Il leur est recommandé de prendre connaissance de l'appel de Philippe Lazzarini et du rapport d'experts résumés ci-dessous avec le respect qui leur est dû.

## Un rapport d'experts indépendants confirme le meilleur respect possible des principes de neutralité par l'UNRWA

Le 22 avril 2024, le «Groupe indépendant d'examen de l'Office de secours et de travaux des Nations unies pour les réfugiés de Palestine dans le Proche-Orient (UNRWA)» a présenté son rapport final, qui a réfuté les accusations du gouvernement israélien selon lesquelles l'UNRWA serait étroitement liée au Hamas.<sup>2</sup> La présidente du panel, l'ancienne ministre française des Affaires étrangères Catherine Colonna, a déclaré à New York que l'UNRWA disposait d'un «système plus développé que les autres agences des Nations unies [...] pour garantir le respect du principe humanitaire de neutralité». Elle a ajouté: «J'encourage à nouveau vivement la communauté internationale à se tenir aux côtés de l'agence humanitaire pour lui permettre de remplir sa mission et de relever les défis, s'il y en a.»<sup>3</sup> Israël n'a jusqu'à présent fourni aucune preuve de l'implication présumée de membres du personnel de l'UNRWA dans l'attaque du Hamas du 7 octobre 2023.

## Déclaration du commissaire général de l'UNRWA devant le Conseil de sécurité des Nations unies le 17 avril 2024 (extraits)

«Le mandat de l'UNRWA est soutenu par une écrasante majorité des Etats membres. Pourtant, l'organisation humanitaire est soumise à une énorme pression. Elle est confrontée à une campagne visant à l'expulser des territoires palestiniens occupés. A Gaza, le gouvernement israélien tente de mettre fin aux activités de l'UNRWA. [...] Fait plus grave encore, depuis le début de la guerre, les bâtiments et le personnel de l'UNRWA sont attaqués, ce qui a coûté la vie à 178 employés de l'UNRWA. Plus de 160 bâtiments de l'UNRWA, utilisés pour la plupart comme abris d'urgence, ont été endommagés ou détruits, causant la mort de plus de 400 personnes. [...]

Nous demandons une enquête indépendante et l'obligation de rendre des comptes sur le non-respect flagrant du statut de protection des travailleurs humanitaires, des opérations et des installations en vertu du droit international. Ne pas se plier à cette nécessité constituerait un dangereux précédent et mettrait en péril le travail humanitaire dans le monde entier. [...]

Permettez-moi de conclure par trois appels: Premièrement, je sollicite les membres du Conseil à agir conformément à la résolution 302 de l'Assemblée générale et à garantir le rôle crucial de l'UNRWA, à la fois maintenant que

dans le cadre d'un état de transition. L'UNRWA accomplit depuis longtemps sa tâche de gardien des droits des réfugiés palestiniens. Elle ne peut abandonner son rôle central dans la fourniture de services essentiels et la protection des droits de l'homme que sous condition qu'une solution politique soit réalisée. En attendant, le soutien politique des Etats membres doit être complété par du financement complémentaire.

Deuxièmement, je vous demande de vous engager en faveur d'un véritable processus politique débouchant sur une solution qui puisse apporter la paix aux Palestiniens et aux Israéliens. [...]

Troisièmement, nous devons nous rendre compte qu'un processus politique seul ne garantira pas une paix durable. Les blessures profondes dans cette région ne peuvent pas être guéries sans développer de l'empathie ni sans rejeter la déshumanisation sévissant, autant dans la rhétorique politique que dans l'utilisation abusive des nouvelles technologies dans la conduite de la guerre.»

Source: <https://www.unrwa.org/newsroom/official-statements/independent-review-unrwa-adherence-humanitarian-principle-neutrality>

(Traduction Horizons et débats)

Le secrétaire général des Nations unies, António Guterres, «accepte les recommandations contenues dans le rapport de M<sup>me</sup> Colonna [...] Pour l'avenir, le secrétaire général appelle toutes les parties concernées à soutenir activement l'UNRWA, qui constitue une bouée de sauvetage pour les réfugiés palestiniens de la région».<sup>4</sup>

## Le Conseil fédéral reporte sa décision concernant les contributions suisses à l'UNRWA

Suite aux reproches mentionnés contre l'UNRWA, le Conseil fédéral n'avait pas encore versé les contributions de la Suisse prévues pour 2024. Le 24 avril 2024, il a fait savoir que «le Conseil fédéral décidera ultérieurement du versement à l'UNRWA». Il a pris connaissance de la publication, le 22 avril, du rapport sur l'examen externe de l'UNRWA, sous la direction de l'ancienne ministre française des affaires étrangères Catherine Colonna. Le Conseil fédéral va maintenant l'étudier en détail. Il prendra ensuite une décision concernant l'UNRWA sur la base

d'une évaluation globale»<sup>5</sup>. Il faut espérer que le Conseil fédéral n'attende pas trop longtemps pour prendre cette décision – les personnes en détresse ont besoin de notre aide maintenant!

## La Suisse échoue au Conseil de sécurité de l'ONU

Paul Widmer, diplomate suisse de longue date, a mis en garde il y a longtemps déjà contre une adhésion de la Suisse au Conseil de sécurité de l'ONU: «Le Conseil de sécurité est pourtant un organe de direction. S'il prend sa mission au sérieux, il doit prendre parti dans les conflits. Or, c'est le contraire de ce qui est imposé à un Etat neutre. Celui-ci doit se tenir à l'écart des conflits militaires. Il ne prend position pour aucune des parties. C'est pourquoi la Suisse n'a pas sa place au Conseil de sécurité»<sup>6</sup>.

Cette clairvoyance d'un Suisse à l'esprit neutre s'est récemment confirmée. Le 18 avril 2024, 12 des 15 membres du Conseil de sécurité ont approuvé la demande de la Palestine de devenir membre à part entière de l'ONU. La Suisse n'en faisait pas partie. Au contraire,

elle s'est abstenue de voter, tout comme la Grande-Bretagne. Elle a ainsi implicitement soutenu le veto des Etats-Unis, qui a fait échouer la demande et a ainsi empêché l'Assemblée générale de l'ONU de décider de l'admission de la Palestine. Dans cette dernière instance, organisée de manière démocratique (chaque pays dispose d'une voix), le peuple martyrisé et bafoué dans son droit à la vie aurait été assuré d'un soutien écrasant. Car selon la *Landeszentrale für politische Bildung Baden-Württemberg* (lpb), 138 des 193 Etats membres de l'ONU reconnaissent aujourd'hui l'Etat de Palestine. «L'Allemagne et d'autres Etats membres de l'UE s'y sont pourtant soustraits», précise la lpb. «Ils entretiennent toutefois des relations diplomatiques avec des représentants palestiniens»<sup>7</sup>. Ici aussi, la Suisse s'en tient aux prescriptions de l'UE et des Etats-Unis – ne serait-elle pas mieux placée pour rejoindre la majorité des peuples?

## Une «justification» douteuse de l'abstention du Conseil fédéral

«La Suisse estime qu'il serait mieux de procéder à l'adhésion de la Palestine aux Nations Unies en tant que membre à part entière à un moment où une telle mesure s'insérerait dans la logique d'une paix émergente.»<sup>8</sup> En tant que gardienne des Conventions de Genève et médiatrice autrefois neutre, la Suisse aurait toutefois le devoir et la responsabilité de ne pas attendre la Saint-Glinglin pour une «paix émergente», mais d'agir immédiatement en ce sens.

<sup>1</sup> Déclaration du commissaire général de l'UNRWA devant le Conseil de sécurité de l'ONU à New York le 17.4.2024. <https://www.unrwa.org/newsroom/official-statements/independent-review-unrwa-adherence-humanitarian-principle-neutrality>

<sup>2</sup> <https://www.unrwa.org/resources/reports/independent-review-mechanisms-and-procedures-ensure-adherence-unrwa-humanitarian-block-menu-block-10>

<sup>3</sup> <https://media.un.org/unifed/en/asset/d319/d3199621>

<sup>4</sup> <https://www.unrwa.org/newsroom/official-statements/statement-attributable-spokesperson-secretary-general>

<sup>5</sup> Communiqué de presse du Conseil fédéral du 24/04/24

<sup>6</sup> Widmer, Paul. «Die Schweiz gehört nicht in den Uno-Sicherheitsrat» (La Suisse n'a pas sa place au Conseil de sécurité de l'ONU). dans: *Neue Zürcher Zeitung* du 1/07/15

<sup>7</sup> <https://www.lpb-bw.de/geschichte-palaestinas#e22309>

<sup>8</sup> Département fédéral des affaires étrangères DFAE. «Demande d'adhésion de la Palestine comme Etat membre à part entière de l'ONU». Communiqué de presse du 18/04/24

# 75 ans plus tard, la politique allemande se trouve en flagrante infraction de la Loi fondamentale

par Karl-Jürgen Müller

En mai de cette année, la Loi fondamentale allemande ainsi que la République fédérale d'Allemagne auront atteint leurs 75 ans. Le texte de la Loi fondamentale, avec ses principes essentiels, pourrait fonder ce qu'on a dénommé «patriotisme constitutionnel»<sup>1</sup> (*Dolf Sternberger*). Parmi les principes essentiels, on trouve, entre autres, l'obligation pour toutes les autorités publiques non seulement de respecter la dignité humaine déclarée intangible, mais aussi de la protéger (article 1); de prendre la même attitude envers les droits de l'homme en tant que droits fondamentaux «inviolables et inaliénables», envers l'impossibilité de limiter ces droits fondamentaux dans leur essence (article 2 – article 19) ainsi qu'envers la préservation de la démocratie, de l'Etat fédéral, de l'Etat de droit, de l'Etat social et de la séparation des pouvoirs (article 20).

Le principe de paix y retrouve également une place centrale. Cet impératif découle de la dictature subie et des réalités de la Seconde Guerre mondiale meurtrière. Se détourner de la politique de paix signifie en général priver les citoyens de leurs droits. De cette orientation générale de servir la Paix font notamment preuve l'actuel préambule de la Loi fondamentale («servir la paix du monde»), ensuite l'obligation pour tous les habitants du pays de respecter les «règles générales du droit international» (article 25) et l'article 26, alinéa 1, qui dispose que «les actes qui sont de nature à troubler la coexistence pacifique des peuples et qui sont commis dans l'intention de la faire, notamment en préparant la conduite

d'une guerre d'agression, sont anticonstitutionnels. De tels actes sont à poursuivre pénalement».

## Le libellé de la Constitution, pris à part, n'est pas une garantie suffisante

Mais les mères et les pères de la Loi fondamentale savaient, eux aussi, que la Constitution, prise à la lettre, n'offre pas, à elle seule, la garantie d'une réalité constitutionnelle suffisante. C'est ce qu'avait montré l'expérience de l'histoire allemande depuis 1930. Ce furent en effet les années au cours desquelles la substance démocratique allemande, basée sur l'Etat de droit et la liberté de la Constitution de la *République de Weimar*, fut de plus en plus érodée par la politique et, après le 30 janvier 1933, complètement détruite, et ce à pas de géant.

Les constituants se sont donc efforcés de trouver des garde-fous. L'un d'entre eux était le concept de «démocratie combattive». Il s'agissait, par exemple, de donner à la Cour constitutionnelle fédérale le droit de faire interdire un parti politique lorsque celui-ci, «par ses objectifs ou par le comportement de ses partisans, tendra à porter atteinte à l'ordre fondamental libéral et démocratique, à le supprimer même ou à mettre en danger l'existence de la République fédérale d'Allemagne» (article 21, paragraphe 2). Un autre moyen d'empêcher la déroute antidémocratique en est la clause de l'article 79, paragraphe 3, en vigueur dite d'éternité, qui crée l'immutabilité des principes énoncés aux articles 1 et 20.

Dans les années 60, l'Allemagne fut le théâtre d'un vif débat public sur les lois d'urgence autorisant l'Etat à prendre de telles décisions. En plus, la mise en danger de l'ordre constitutionnel pouvait également provenir de l'Etat lui-même et de ses mandataires, disait-on. Il en résulta que la Loi fondamentale fut complétée, en 1968, par le *droit à la résistance*, figé au paragraphe 4 de l'article 20, qui dit: «Tous les Allemands ont le droit de résister à quiconque entreprenant de supprimer cet ordre [constitutionnel], si aucun autre remède n'est applicable».

Cependant, on oublie souvent ce que l'ancien juge de la Cour constitutionnelle fédérale allemande et professeur de droit public *Ernst-Wolfgang Böckenförde* avait formulé pour la première fois en 1964: «L'Etat libéral et sécularisé vit de conditions préalables qu'il ne peut pas garantir lui-même». Böckenförde voulait dire par là que l'Etat constitutionnel moderne et séculier ne peut pas produire lui-même ni imposer la condition indispensable à sa construction et à son existence, à savoir une attitude éthique et morale fondamentale correspondante de ses citoyens – y compris de ses hommes politiques – mais qu'il la présuppose ce qui le contraint d'en charger d'autres institutions. C'est surtout aux familles, à l'éducation et à la formation, aux écoles, à la culture (politique) et à la transmission de leurs fondements éthiques auxquelles il doit s'adresser.

## Où en est l'Allemagne de nos jours ?

Ces dernières années, la *Realpolitik* de l'Allemagne s'est largement éloignée de l'ordre

constitutionnel ayant pris forme dans la Loi fondamentale, de même du concept que d'autres institutions doivent assurer les conditions éthiques et morales nécessaires à cet ordre ou les recréer sans cesse. La liste des manquements est devenue très longue et s'allonge encore. La politique allemande et les organes de l'Etat dont elle a abusé ont gravement érodé la démocratie, l'Etat de droit et la séparation des pouvoirs. Ils ont produit un écart problématique envers les droits fondamentaux innés aux textes de la Constitution ne respectant ni protégeant la dignité humaine que de manière douteuse. La famille, «noyau naturel de la société» (article 23 du Pacte international relatif aux droits civils et politiques), est soumise à de nombreuses remises en question, et l'éducation et la transmission de la substance culturelle sont très mal en point<sup>2</sup>.

Quant à l'office fédéral qui, de par son nom, porte la lourde responsabilité de la protection de la Constitution, à savoir l'*Office fédéral allemand pour la protection de la Constitution* (ainsi que ses offices régionaux dans les *Laender*), s'efforce depuis quelques années de clouer au pilori toute critique fondée de cette évolution destructrice. Et ceci depuis deux ans, avec la construction ciblée d'un concept sans fondement constitutionnel: celle de la soi-disant «délégitimation de l'Etat pour la protection de la Constitution». Dans ce contexte, le professeur de droit public alle-



# Combien faudra-t-il encore faire couler de sang palestinien...?

par Yanis Varoufakis



Yanis Varoufakis  
(photo Wikipedia)

hd. Yanis Varoufakis avait prévu de prononcer le discours suivant lors de la «Conférence sur la Palestine» prévue pour trois jours à Berlin et organisée par diverses associations allemandes et internationales, au nombre desquelles des associations juives. En 2015, Yanis Varoufakis était Ministre des Finances en Grèce pendant la crise ouverte de l'euro. Il est aujourd'hui Secrétaire général du mouvement paneuropéen «Democracy in Europe Movement 2025 (Diem25)», un parti politique paneuropéen qu'il a contribué à fonder et qui était co-organisateur de la conférence de Berlin. Il n'a cependant pas été possible à Varoufakis de prononcer son discours, car il a fait l'objet d'une interdiction de séjour temporaire (du 10 au 14 avril) prononcée par les autorités allemandes et couvrant la durée de la conférence. De plus, au bout de quelques heures seulement, le congrès lui-même a été interrompu et évacué par plusieurs centaines de policiers allemands – au motif que la conférence présenterait le message vidéo du médecin britannico-palestinien Ghassan Abou Sittah, bien que cet invité ait également été frappé d'une interdiction d'entrée et de parole, apparemment en raison de la teneur antisémite de son «discours de haine» (voir l'encadré en page 4). Nous documentons le texte du discours de Yanis Varoufakis publié par Diem25 en version française, traduite par nous, basé sur l'original en anglais, mis à disposition par Diem25. Ceci afin que nos lecteurs puissent se faire leur propre opinion.

Chers Amis,  
Bravo et merci d'être là, malgré les menaces, malgré la police anti-émeute déployée devant le lieu de cette réunion, malgré le déchaînement

## Rectificatif

Dans la contribution de Patrick Lawrence et Cara Marianne, intitulé «Le meurtre automatisé – comment Israël emploie l'intelligence artificielle à Gaza» (*Horizons et débats*, N° 8, datée du 16 avril 2024, p. 3) s'est introduite une erreur. Dans une des phrases consacrées aux transformations technologiques et ses risques, nos auteurs se réfèrent à une conférence du Professeur Hans Köchler. Dans ce contexte, la phrase correcte est celle-ci: «Nous aspirons à améliorer nos conditions tout en risquant la rechute à l'ère paléontologique si notre infrastructure de plus en plus complexe s'effondre.»

de la presse allemande, malgré l'Etat allemand, malgré le système politique allemand qui vous diabolise, simplement parce que vous êtes là. «Pourquoi un congrès palestinien, Monsieur Varoufakis?» m'a récemment demandé un journaliste allemand. Parce que, comme l'a dit un jour Hanan Ashrawi, «il ne faut pas attendre de récit de leurs souffrances de la part des personnes qu'on a réduites au silence». Aujourd'hui, triste constat, le raisonnement d'Ashrawi est devenu encore plus pertinent: parce que nous ne pouvons pas compter sur ceux qui ont été réduits au silence, qui se font aussi massacrer et qui meurent de faim, pour nous raconter les massacres et la famine. Mais il y a une autre raison: parce que des gens honnêtes, les Allemands, sont amenés à prendre une voie périlleuse vers une société sans cœur, en perpétrant un autre génocide au nom de leur pays et avec sa complicité. Je ne suis ni juif ni palestinien. Mais je suis incroyablement fier d'être ici parmi les Juifs et les Palestiniens – d'unir ma voix pour la paix et les droits universels de l'homme aux voix juives pour la paix et les droits universels de l'homme – ainsi qu'aux voix palestiniennes pour la paix et les droits universels de l'homme. Le fait qu'aujourd'hui nous soyons ici ensemble est la preuve que la coexistence n'est pas seulement possible, mais qu'elle a déjà lieu. Dès maintenant.

«Pourquoi pas un congrès juif, Monsieur Varoufakis?» m'a demandé le même journaliste allemand, qui devait se trouver très malin. Sa question ne m'a pas dérangé. Car si un seul juif ou une seule juive est menacé(e) simplement parce qu'il ou elle est juif(-ve), je porterai l'étoile de David au revers de ma veste et je leur offrirai ma solidarité, quel qu'en soit le prix. Pour être encore plus clair, si des Juifs sont attaqués quelque part dans le monde, je serais le premier à m'engager pour un congrès juif afin de manifester notre soutien. De même, si des Palestiniens sont massacrés parce qu'ils sont palestiniens – selon le principe dogmatique que, s'ils sont morts aujourd'hui, c'est qu'ils appartenaient à Hamas – je porterai mon keffiyeh et leur manifesterai ma solidarité, quel qu'en soit le prix. Ou les droits de l'homme sont universels, ou ils n'ont plus aucun sens.

C'est dans cet esprit que j'ai répondu à la question du journaliste allemand, non pas sans lui poser quelques questions à mon tour:

- Deux millions de Juifs israéliens, expulsés de leurs maisons il y a 80 ans et jetés dans une prison à ciel ouvert, sont-ils toujours détenus dans cette prison à ciel ouvert, sans accès au monde extérieur, avec le minimum de nourriture et d'eau, sans aucune chance de mener une vie normale, sans possibilité de voyager où que ce soit, et régulièrement bombardés depuis 80 ans? – Non.
- Les Juifs israéliens sont-ils délibérément affamés par une armée d'occupation, alors que leurs enfants sont en train de se tordre de douleur sur le sol et de crier de faim? – Non.
- Y a-t-il des milliers d'enfants juifs blessés, sans parents survivants, qui rampent dans

les décombres de ce qui fut leur maison? – Non.

- Les Juifs israéliens subissent-ils aujourd'hui des bombardements provenant d'avions et de bombes les plus modernes du monde? – Non.
- Les Juifs israéliens subissent-ils un écocide total du peu de terre qu'ils peuvent encore appeler la leur et où plus un seul arbre n'existe sous lequel chercher de l'ombre ou dont ils puissent goûter les fruits? – Non.
- Des enfants juifs israéliens se font-ils aujourd'hui tuer par des tireurs d'élite sur ordre d'un Etat membre de l'ONU? Non.
- Les Juifs israéliens sont-ils aujourd'hui chassés de leurs maisons par des groupes armés? – Non.
- Israël lutte-t-il aujourd'hui pour son existence? – Non.

Si la réponse à l'une de ces questions serait «oui», je participerais dès aujourd'hui à un congrès juif de solidarité.

Mes amis, aujourd'hui, nous aurions aimé avoir un débat décent, démocratique et empreint de respect mutuel avec des personnes qui ne pensent pas comme nous sur la manière de parvenir à la paix et aux droits de l'homme universels pour tous les êtres humains, juifs et palestiniens, bédouins et chrétiens, du Jourdain à la Méditerranée. Malheureusement, l'ensemble du système politique allemand a décidé qu'il en serait autrement. Dans une déclaration commune, non seulement la CDU/CSU ou le FDP, mais aussi le SPD, les Verts et, ce qui est tout à fait étonnant, deux présidents du parti *Die Linke*, ont uni leurs forces pour s'assurer que ce genre de débat civilisé, dans lequel il est tout à fait possible d'avoir des opinions divergentes, n'aura jamais lieu en Allemagne.

Je leur dis: Vous voulez nous faire taire. Nous interdire. Nous diaboliser. Nous accuser. C'est pourquoi vous ne nous laissez pas d'autre choix que de répondre à vos accusations par les nôtres. C'est vous qui avez choisi. Pas nous.

*Vous nous accusez de haine antisémite.* Nous vous accusons d'être les meilleurs amis des antisémites en assimilant le droit d'Israël à commettre des crimes de guerre au droit de défense des Juifs israéliens.

*Vous nous accusez de soutenir le terrorisme.* Nous vous accusons d'assimiler la résistance légitime à un Etat d'apartheid aux atrocités commises contre des civils. Des atrocités que j'ai toujours condamnées et que je condamnerai, quel qu'en soit l'auteur – Palestiniens, colons juifs, ma propre famille, ou qui que ce soit. Nous vous reprochons de ne pas admettre que le peuple de Gaza a le devoir de démolir le mur de la prison à ciel ouvert dans laquelle il est enfermé depuis 80 ans, et d'assimiler cet acte de démolition du mur de la honte – qui n'est pas plus défendable que le mur de Berlin – à des actes terroristes.

*Vous nous reprochez de minimiser les actes de terrorisme commis par le Hamas le 7 octobre.*

Nous vous accusons de banaliser le nettoyage ethnique de la Palestine par Israël, qui dure depuis 80 ans, et la mise en place d'un système d'apartheid renforcé en Israël-Palestine. Nous vous reprochons de minimiser le fait que Netanyahu a soutenu le Hamas pendant des années afin de faire échouer la solution à deux Etats que vous prétendez préconiser. Nous vous accusons de minimiser la terreur sans précédent exercée par l'armée israélienne contre les habitants de Gaza, de Cisjordanie et de Jérusalem-Est.

*Vous nous reprochez, à nous, les organisateurs du Congrès d'aujourd'hui, de ne pas être, je cite, «désireux de parler des possibilités de cohabitation pacifique au Proche-Orient dans le contexte de la guerre à Gaza». Etes-vous sérieux? Avez-vous perdu la raison?* Nous vous accusons de soutenir un Etat allemand qui, après les Etats-Unis, est le plus grand fournisseur d'armes du gouvernement Netanyahu, lequel cherche ainsi à massacrer des Palestiniens afin de rendre impossible une solution à deux Etats et une cohabitation pacifique entre Juifs et Palestiniens.

Nous vous reprochons de ne jamais vous poser la question à laquelle chaque Allemand devrait répondre: Combien faudrait-il encore faire couler de sang palestinien avant que votre sentiment – justifié – de culpabilité par rapport à l'Holocauste ne soit effacé? Soyons clairs: nous sommes ici à Berlin dans le cadre de notre Congrès palestinien parce que, contrairement au système politique et aux médias allemands, nous condamnons le génocide et les crimes de guerre, quel que soit l'auteur de ces actes.

Parce que nous rejetons l'apartheid sur la terre d'Israël-Palestine, quel que soit le camp qui l'emporte – tout comme nous avons rejeté l'apartheid dans les Etats du Sud des Etats-Unis ou en Afrique du Sud. Parce que nous défendons les Droits de l'Homme universels, la liberté et l'égalité entre Juifs, Palestiniens, Bédouins et Chrétiens sur l'ancienne terre de Palestine.

Et pour que nous soyons encore plus clairs sur les questions, légitimes ou machiavéliques, auxquelles nous devons toujours être prêts à répondre, allons-y donc :

*Est-ce que je condamne les atrocités commises par le Hamas?*

Je condamne toute atrocité, quel qu'en soit l'auteur ou la victime. Ce que je ne condamne pas, c'est la résistance armée à un système d'apartheid conçu dans le cadre d'un programme de nettoyage ethnique à petit feu, mais inéluctable. En d'autres termes, je condamne toute attaque contre des civils, tout en célébrant ceux qui risquent leur vie pour faire tomber le mur.

*Israël n'est-il pas en guerre pour préserver sa survie?*

Non, ce n'est pas le cas. Israël est un Etat doté de l'arme nucléaire, qui dispose de l'armée probablement la plus avancée au monde et de tout l'arsenal de la machine de guerre améri-

suite page 4

## «75 ans plus tard...»

suite de la page 2

mand, Rupert Scholz, parle d'une «terreur exercée sur toute opinion déviante» montrant du doigt un président de la protection de la Constitution «violant lui-même la Constitution» ainsi que d'une «politique allemande qui se réalise «suivant ses critères idéologiques et non plus nos valeurs de base figées dans la Loi fondamentale allemande»<sup>3</sup>.

### Où conduira ce mépris de nos bases?

En Allemagne, de nombreux citoyens s'opposent publiquement, individuellement ou en association avec d'autres. Mais on observe également que les tendances hostiles à la liberté augmentent. Le manque de volonté de paix et la privation des droits des citoyens vont ensemble avec des campagnes publiques de diffamation, avec des images de l'ennemi créées par des médias mainstream et truffées de mensonges, avec le dénigrement agressif et autoritaire, l'abus de langage («Loi sur l'autodétermination», «Loi sur la promotion de la démocratie», et pareilles), l'exclusion sociale, tout cela en appliquant de plus en plus de mesures coercitives des autorités. Ce tourbillon est pourtant ciblé puisqu'il est évident que l'on

veut avant tout perturber et empêcher la pensée autonome du citoyen, sa parole libre, la cohésion sociale et le niveau de formation de ce qui constitue, dans chaque démocratie digne du nom, «le public» républicain.

Respect à ceux qui ne se laissent pas intimider par cela. Dans ce contexte, c'est l'arrêt récent issu de la Cour constitutionnelle fédérale sur la liberté d'expression qui montre que l'opposition déterminée a eu un impact positif. Mais personne ne peut encore dire jusqu'où la politique de ceux qui représentent l'Etat allemand sont prêts à aller. Il est très probable qu'avec la consigne guerrière qui se cache dans le terme «délégitimation de l'Etat», les vis seront serrées davantage et que le carrousel de propagande s'accélénera. Tout est fait pour élargir la scission régnant parmi la société allemande qui a comme effet que les uns se prêtent plus facilement à être dressés contre les autres.

### La reconstitution éthique – nécessité amère

Après le 30 janvier 1933, de nombreux Allemands se sont vus contraints de quitter le pays parce que leur vie et leur intégrité physique étaient menacées. D'autres ont choisi la voie de l'«émigration intérieure». Nous n'en sommes pas encore là dans l'Allemagne d'au-

jourd'hui. Pourtant ces jours-ci, en tant qu'Allemand à l'étranger, on comprend mieux les maux de nos exilés face à leur patrie.

Cependant, quant aux exilés allemands après le 30 janvier 1933, ils ont pris des chemins variés. Parmi eux, certains intellectuels ont résigné face à la tragédie allemande dont plusieurs, désespérés, ont même mis fin à leurs jours. D'autres ont par contre pris position publiquement depuis l'exil. Les émissions de radio de Thomas Mann intitulées «Deutsche Hörer!», diffusées par la BBC britannique dans les années 1940-1945, ont atteint un grand nombre d'écouteurs clandestins allemands, malgré les risques très élevés qu'ils couraient. De telles voix ont contribué à créer un terreau intellectuel propice pour l'après-guerre. D'autres intellectuels émigrés se sont penchés intensément sur des concepts concrets en vue de l'avenir politique, économique et social de la nouvelle Allemagne post-dictatoriale. L'un d'entre eux était l'économiste et philosophe social Wilhelm Röpké avec ses enquêtes fondamentales sur l'économie sociale de marché. Après la guerre, ce sont surtout les exilés et les émigrés intérieurs qui agissaient de manière constructive, en accentuant la différence qui existe entre le peuple et la politique leur imposée, en niant la culpabilité collective allemande et prêts à re-

nouer avec les Allemands de l'Après-guerre sans arrogance.

Quelle que soit la manière dont on considère son propre statut et dont on organise sa vie : Ne pas se morfondre et ne pas désespérer, mais travailler à l'avenir du pays, est certes la meilleure façon de soutenir l'Allemagne vacillante. Rupert Scholz déclare, à la fin de son interview dans la *Weltwoche*, déjà citée<sup>4</sup>: «En fin de compte, je reste optimiste en ce qui concerne l'Allemagne.» Sa dernière phrase prend également tout son poids: «Il faudra du temps, beaucoup de temps.»

<sup>1</sup> V. *Horizons et débats* N° 18 du 29/08/23

<sup>2</sup> De telles observations sont également témoignées par des personnalités qui sont associées habituellement au courant dominant ou qui peuvent encore y publier. Deux exemples récents sont une interview de Birgit Kelle sur les projets allemands de légalisation de la maternité de substitution et le contexte sociopolitique de ces projets. (<https://www.nzz.ch/feuilleton/leihmutterchaft-wird-angesichts-von-paris-hilton-oder-kim-kardashian-glamouros-vermittelt-ld.1824887> du 11/04./24) ainsi qu'un entretien avec Rupert Scholz, Professeur de droit public et ancien ministre allemand de la Défense, dans la *Weltwoche* du 18/04./24 (<https://weltwoche.ch/story/brandmauern-haben-in-einer-demokratie-nichts-zu-suchen/>)

<sup>3</sup> ibid.

<sup>4</sup> ibid.



# Pourquoi la Russie ira jusqu'au bout

## Reportage dans le Donbass (1<sup>e</sup> partie)

par Guy Mettan, journaliste indépendant



Guy Mettan  
(photo mad)

*Comment ont-ils pu nous faire ça? Pourquoi Kiev veut-elle nous détruire? Telles sont les questions que se posent les habitants du Donbass depuis dix ans. Vues de Suisse ou de France, elles peuvent paraître incongrues tant nous sommes habitués à penser que seuls les Ukrainiens souffriraient de la guerre. Nous ne voulons pas savoir que la bataille dure depuis dix ans et a d'abord affecté la population civile du Donbass.*

Pendant une semaine, j'ai pu sillonner les deux provinces dans tous les sens, visiter les villes détruites et en voie de reconstruction, rencontrer des réfugiés, discuter avec les gens. Je ne doute pas que ce récit offusquera nombre de gens accoutumés à voir le monde en noir et blanc. A ceux-là je répondrai ce que John

\* Guy Mettan est journaliste et député au Grand Conseil du canton de Genève, qu'il a présidé en 2010. Il a travaillé pour les quotidiens et magazines *Journal de Genève*, *Le Temps stratégique*, *Bilan*, *Le Nouveau Quotidien* et la «Tribune de Genève» dont il a été directeur et rédacteur en chef. En 1996, il a fondé le Club Suisse de la Presse dont il a été son président ainsi que son directeur de 1998 à 2019.

Steinbeck et Robert Capa ont lancé à leurs détracteurs lorsqu'ils ont visité la Russie de Staline en 1947, au début de la guerre froide: je me contente de témoigner, de rapporter ce que j'ai vu et entendu de l'autre côté du front. A chacun, ensuite, de se faire son opinion. La mienne est que jamais la Russie et les habitants du Donbass n'arrêteront leur combat avant de l'avoir gagné.

### Une occasion à prendre

Tout a commencé de façon très russe, par un enchaînement improbable de circonstances. Il y a neuf ans à Dushambe, j'avais rencontré un entrepreneur tadjik de Moscou qui mariait sa fille. Il ne parlait pas un mot d'anglais et, sans faire de cas de mon russe misérable, il avait invité toute notre délégation à la noce. J'avais fait un petit discours de circonstance en l'honneur de la mariée et de ses parents. Depuis lors, Umar Ikromovitch est devenu un ami pour la vie, que ni la distance ni la fracture linguistique ne sauraient séparer. Une ou deux fois par an, aux fêtes importantes, il m'envoie des messages Telegram. En février, surprise, il me propose de me joindre à lui pour visiter ses réalisations dans le Donbass, dans lequel il n'était encore jamais allé. Umar emploie en effet quelques centaines d'ouvriers dans la région de Moscou et quelques dizaines dans la reconstruction du Donbass.

Le 3 avril à trois heures du matin, il m'attendait donc avec Nikita, un de ses amis du

ministère de la Défense, à la sortie de l'aéroport de Vnukovo, à Moscou, pour m'embarquer dans le Donbass. Nikita avait préparé le programme et fourni les autorisations nécessaires ainsi qu'un chauffeur aguerri, Volodia. Pendant dix heures d'affilée, avec une courte pause-café dans une station-service qui venait d'ouvrir, nous avons descendu à tombeau ouvert les 1060 kilomètres de l'autoroute «Prigogine» qui relie Moscou à Rostov-sur-le-Don, celle-là même que le chef défunt de Wagner avait voulu remonter avec ses chars en juillet dernier.

Rien n'est plus simple qu'une autoroute russe. C'est toujours tout droit, il n'y a pas un virage jusqu'à Rostov. Et comme celle-ci est impeccable, à part cinquante kilomètres de travaux peu avant Rostov, le trajet fut rapide et indolore, nous permettant de passer en quelques heures des dernières neiges moscovites aux douceurs du printemps de la mer d'Azov. En chemin, des norias de camions, quelques convois militaires, mais assez peu en fin de compte.

### Rostov – des investissements spectaculaires pour la provision en eau potable destinée à Donetsk ...

A Rostov, port animé et capitale embouteillée du sud russe, nous avons à peine pu poser nos bagages et faire trois pas que nous voilà partis pour notre première visite: une énorme station de pompage-turbinage des eaux du Don située à l'embouchure du fleuve, à une

vingtaine de kilomètres de la ville. Des ouvriers s'activent encore à terminer les emménagements extérieurs. Deux gigantesques tuyaux, des dizaines de citernes de 20 000 m<sup>3</sup> et huit stations de pompage de onze turbines chacune acheminent désormais l'eau douce de Rostov à Donetsk, située à deux cents kilomètres de là et privée d'eau potable à cause de l'embargo ukrainien. Tout est automatisé. Les 3 700 ouvriers ont commencé et terminé l'immense chantier ainsi que la construction de la ligne à haute tension destinée à alimenter les turbines en six mois, entre novembre 2022, aussitôt après la réintégration des républiques dans la mère-patrie, et avril 2023.

### ... et manifestation de la résolution russe

Première conclusion: après des investissements aussi rapides et colossaux, la volonté russe me semble inébranlable et il me paraît exclu que la Russie accepte à nouveau, un jour, de se séparer du Donbass. Ce territoire est désormais russe, point final.

A la nuit tombante, nous voici enfin assis à la table d'une brasserie manifestement très prisée de Rostov, face au Don paisible. La nuit sera calme et le sommeil de plomb. La suivante, avec quarante missiles ukrainiens tirés sur la base aérienne voisine de Morozovsk, sera plus animée.

suite page 5

### «Combien faudrait-il encore...»

suite de la page 3

caïne. Il n'y a aucune symétrie avec le Hamas, un groupe capable de causer de sérieux dommages aux Israéliens, mais qui n'est en aucun cas en mesure de vaincre l'armée israélienne ou d'empêcher Israël de poursuivre le lent génocide des Palestiniens dans le cadre du système d'apartheid mis en place de longue date avec le soutien des Etats-Unis et de l'UE. Les Israéliens n'ont-ils pas raison de craindre que le Hamas veuille les exterminer?

Bien sûr qu'ils en ont peur! Les Juifs ont subi l'Holocauste, lui-même précédé de pogroms et d'un antisémitisme profondément enraciné,

celui qui a imprégné l'Europe et l'Amérique pendant des siècles. Il est naturel que les Israéliens vivent dans la peur d'un nouveau pogrom au cas où l'armée israélienne viendrait à céder. Mais en imposant l'apartheid à ses voisins et en les traitant comme des sous-hommes, l'Etat israélien attise le feu de l'antisémitisme, renforce les fanatiques parmi les Palestiniens et les Israéliens qui ne cherchent qu'à se détruire mutuellement, et contribue finalement à la terrible insécurité qui consume les Juifs en Israël et dans la diaspora. L'apartheid pratiqué à l'encontre des Palestiniens est une très mauvaise idée par rapport à l'autodéfense d'Israël.

Qu'en est-il de l'antisémitisme ?

L'antisémitisme est une menace toujours manifeste et présente. Et il doit être éradiqué, en particulier dans les rangs de la Gauche mondiale et de ceux des Palestiniens qui luttent pour les Droits civils palestiniens – partout dans le monde.

Pourquoi les Palestiniens ne poursuivent-ils pas leurs objectifs par des moyens pacifiques? C'est ce qu'ils ont fait. L'OLP a reconnu l'état d'Israël et renoncé à la lutte armée. Or, qu'ont-ils obtenu en échange? Une humiliation absolue et un nettoyage ethnique systématique. C'est ce qui a donné naissance au Hamas et lui a permis d'apparaître, aux yeux de nombreux Palestiniens, comme la seule alternative à un lent génocide perpétré sous l'apartheid d'Israël.

Que faudrait-il faire à présent? Comment ramener la paix en Israël-Palestine ?

- Un cessez-le-feu immédiat.
- La libération de tous les otages ceux du Hamas et les milliers d'autres détenus par Israël.
- Un processus de paix sous l'égide des Nations unies, soutenu par l'engagement de la communauté internationale à mettre fin à l'apartheid et à garantir l'égalité des droits civils pour tous.
- En ce qui concerne la question de savoir ce qui doit remplacer l'apartheid, les Israéliens et les Palestiniens doivent choisir entre la solution des deux Etats et la solution d'un Etat unique, fédéral et laïc.

Chers Amis, nous sommes réunis ici parce que faire son deuil vaut mieux que de chercher à se venger, attitude de facilité. Nous sommes ici pour promouvoir non pas la vengeance, mais la paix et la coexistence entre Israël et la Palestine. Nous sommes ici pour dire aux démocrates allemands, y compris à nos anciens camarades de la gauche, qu'ils se sont couverts de honte pendant suffisamment longtemps – que l'injustice combattue par l'injustice ne donne pas le droit – et que le fait de permettre à Israël de s'en tirer avec des crimes de guerre ne contribue pas à la bonne gestion du passé allemand.

En Allemagne, au-delà du Congrès d'aujourd'hui, nous avons le devoir de faire évoluer le discours. Nous avons le devoir de convaincre la grande majorité des Allemands honnêtes que les Droits de l'Homme universels sont ce qu'il y a de plus important. Que «ne plus jamais ça» signifie vraiment «plus jamais ça». Pour tout le monde, peu importe que l'on soit juif, palestinien, ukrainien, russe, yéménite, soudanais, rwandais – pour tous, partout.

Dans ce contexte, je suis heureux d'annoncer que le parti politique allemand MERA25 de DiEM25 figurera sur les bulletins de vote des élections du Parlement européen en juin prochain – afin d'obtenir le vote des humanistes allemands qui aspirent à voir quelqu'un au Parlement européen pour représenter l'Allemagne et dénoncer la complicité de l'UE dans le génocide – une complicité qui est en fait le plus gros apport de l'Europe aux antisémites d'Europe et d'ailleurs.

Je vous salue tous et vous invite à ne jamais oublier qu'aucun d'entre nous n'est libre tant qu'un seul d'entre nous est enchaîné.

Source: <https://diem25.org/palaestina-kongress-rede-von-yanis-varoufakis-von-der-deutschen-polizei-verboden/> du 13/04/24

(Traduction Horizons et débats)

### «L'alternative est de nous exercer dans ce qui est humain en nous»

Témoignage du Dr. Ghassan Abu Sittah\* face à son expulsion d'Allemagne, le 12 avril 2024



Ghassan Abu Sittah  
(photo screenshot)

«Je m'appelle Dr. Ghassan Abu Sittah. Je viens de rentrer d'Allemagne, où l'on m'avait empêché d'entrer parce que je voulais participer à une conférence en Allemagne pour parler de la guerre à Gaza en tant que médecin travaillant dans les hôpitaux locaux. Ce matin, à 10 heures, j'ai donc atterri à Berlin où l'on m'avait demandé, avec beaucoup d'autres personnes invitées, du Royaume-Uni, des Etats-Unis et d'Europe, de témoigner sur les 43 jours que j'ai passés en accomplissant mon travail dans les hôpitaux de Gaza, à la fois à l'hôpital al-Shifa et à l'hôpital al-Ahli.

A mon arrivée, je me vois arrêté au contrôle des passeports. Je suis accompa-

gné dans le sous-sol de l'aéroport ou on me soumet à une interrogation durant environ trois heures et demie. A la fin, on me dit que je ne suis pas autorisé à entrer en Allemagne et que cette interdiction d'accès ne s'épuisera qu'à la fin du mois d'avril. Ce n'est pas tout. Si j'essayais de me connecter à la conférence par Zoom ou FaceTime, voilà le traitement qui me serait dispensé: même si je me trouvais en dehors de l'Allemagne, ou si j'envoyais une vidéo de mon intervention à la conférence de Berlin, cela constituerait une violation de la loi allemande et je m'exposerais à une amende, voire à une peine de prison allant jusqu'à un an. Finalement, on me somme de demander de réserver un vol de retour pour la Grande-Bretagne. Mon passeport m'a été retiré et je ne l'ai récupéré qu'au moment de monter dans l'avion.

Alors que l'Allemagne se défend contre l'accusation nicaraguayenne d'avoir soutenue la guerre génocidaire telle que décrite par la Cour internationale de justice, elle se montre donc, en toute évidence, complice d'un crime de guerre. Ils veulent détruire les preuves et faire taire les témoins, ils les harcèlent, ils les intimident. Et c'est ainsi que l'Allemagne, en tant que complice d'une bande en flagrant délit de commettre un crime abominable, apporte sa contribution à ce crime contre l'humanité, à savoir, faire en sorte que l'impunité totale règne et que le génocide en cours puisse se poursuivre sans entrave.

Je suis ainsi rappelé à ce qu'a déclaré Hannah Arendt, intellectuelle juive, à l'occasion de sa première conférence qu'elle a tenue, en 1958, en Allemagne de l'Après-Deuxième Guerre mondiale: «C'est par la langue, par notre voix que nous tentons d'humaniser à nouveau ce qui se passe dans le monde, ainsi que ce qui se passe dans notre for intérieur, et c'est en parlant que nous apprenons à être humains». Et Hannah Arendt d'ajouter: «Nous voilà donc face à un danger imminent d'envergure, un danger qui nous oblige d'en parler sérieusement, pour en comprendre les causes et dont l'alternative est de nous exercer dans ce qui est humain en nous.»

C'est dans ce contexte que cette intervention musclée que je viens d'éprouver, dirigée contre la liberté d'expression, est un précédent dangereux, comme tout ce qui se passe à Gaza est un précédent dangereux. Nous assistons tous au premier génocide du 21<sup>e</sup> siècle, et le fait que ce soit l'Allemagne complice pour faire taire les témoins de ce génocide, n'augure rien de bon pour le reste du siècle.»

\*Le Professeur Ghassan Abu-Sittah est un médecin britannico-palestinien, récemment nommé recteur de l'université de Glasgow. Il est l'un des principaux experts mondiaux en matière d'aide médicale dans les zones de guerre (chirurgie plastique pour les enfants et les adultes blessés au combat).

Source: <https://www.middleeasteye.net/news/ghassan-abu-sittah-accuses-germany-complicity-genocide-refused-entry>

(Traduction Horizons et débats)



## «Pourquoi la Russie ira jusqu'au bout»

suite de la page 4

Le lendemain matin, départ pour Marioupol, à 180 kilomètres et trois heures de route. Après Taganrog, la route longe la mer d'Azov et est encombrée par les convois de camions qui vont et viennent du Donbass. Elle est en plein travaux d'élargissement. Les véhicules militaires arborent un V ou un Z bien visibles. Checkpoints et contrôles divers se succèdent avant et après la frontière de la République de Donetsk. Sur les bas-côtés, de longues colonnes attendent la fouille. Grâce à nos laissez-passer, nous voici bientôt en territoire ex-ukrainien. *Evgueni*, un Russe de Vladivostok engagé volontaire auprès de la République de Donetsk, prend le relais. Il nous servira de guide et d'interprète tout au long de notre séjour.

### Témoignages dans la Marioupol détruite – en train de se reconstruire

Peu avant midi, nous atteignons les faubourgs de Marioupol et entrons sur le territoire d'*Azovstal*, totalement dévasté. L'usine n'est plus que cheminées rouillées, entrelacs de tuyaux éventrés et de ferrailles tordues. Une vision d'apocalypse qui évoque immédiatement Stalingrad, l'usine de tracteurs, *Vassili Grossmann* et le «Voyage en Russie» de Steinbeck et Capa. Aucune des maisons et des immeubles d'habitation alentour n'a survécu.

Le centre-ville a en revanche beaucoup mieux résisté, avec un taux de destruction qu'on peut estimer à cinquante pourcents à première vue. Il est en pleine rénovation. Sur la place centrale, la reconstruction du fameux théâtre – bombardé ou dynamité on ne sait trop – doit être achevée à la fin de l'année. Umar est content: les enfants et les jeunes mères se sont déjà emparés du parc et du terrain de jeux que son entreprise vient d'achever. Les lignes de bus, offerts par la ville de Saint-Petersbourg, ont été rétablies. Les terrasses de café ont rouvert.

Puis nous repartons pour l'ouest de la ville, qui offre un paysage très différent. Tout y est neuf. Les quartiers anciens ont déjà été rénovés et de nouveaux quartiers, des bouquets d'immeubles, une école, une crèche, un hôpital, y ont jailli de terre en moins d'une année. Une dame qui promène son chien nous explique qu'elle vient d'emménager dans son appartement tout neuf il y a quinze jours, après avoir vécu pendant des mois dans un taudis sans eau courante.

Supervisés par la société publique Military Construction Company du ministère de la Défense avec l'aide des villes et des provinces russes, les chantiers s'activent jour et nuit. Dix mille habitants ont déjà été relogés et la ville a retrouvé les deux tiers de sa population d'avant-guerre, soit 300 000 habitants. Durant l'après-midi, nous visiterons un second hôpital de 60 lits, entièrement neuf et démontable, très bien équipé et dirigé par des médecins volontaires provenant des différentes régions de Russie.

### Ce que nous disent leurs écoles

Les constructions les plus spectaculaires concernent toutefois les écoles. En bordure de mer, une nouvelle académie de la marine accueillera sa première volée de cadets à la rentrée de septembre. Salles de cours, internat, salles de sports, salles d'entraînement, quatre immeubles de verre et d'acier rutilants sont sortis de terre en dix mois. Prévus pour 560 élèves en uniforme de 11 à 17 ans, ils accueilleront principalement des orphelins des deux guerres du Donbass, celle de 2104–2022 et celle de 2022–2024, me dit-on. Six jours d'enseignement par semaine à raison de huit à dix heures par jour, on n'aura guère le temps de s'y ennuyer. A la fin du cursus, les élèves pourront soit parfaire leur formation dans la marine soit entrer dans une université civile.

La seconde école est plus classique mais encore plus spectaculaire. C'est un collège expérimental comme on n'en encore jamais vu en Russie (ni en Suisse à ma connaissance). Le design, remarquable, est très étudié. Les salles de classe sont équipées avec les dernières technologies, ordinateurs, robots, cyber et nanotechnologies, intelligence artificielle. Plus classiques, les salles de dessins, de couture, de cuisine, de peinture, de langues, de ballet, de théâtre, de chimie,



Monument à l'honneur des combattants décédés à Luhansk entre 2014 et 2024 (photo G.M.)

physique, de biologie, d'anatomie et mathématiques. Il existe même une salle équipée de cabines pour apprendre à conduire et à piloter.

### La discipline dans l'apprentissage réfuté – mais pas en Russie

Commencée fin 2022, terminée en septembre 2023, elle a accueilli sa première volée de 500 élèves l'an dernier et en attend 500 de plus à la rentrée de septembre. La pédagogie est à l'avenant, sans minauderies pédagogiques: les cours durent douze heures par jour. Ils commencent à 8h et se terminent à 20h à raison de six heures de matières «dures» le matin, et de six heures de matières plus récréatives ou complémentaires l'après-midi. La cantine assure trois repas par jour. Seule difficulté, assure la directrice, celle de trouver des enseignants qui veillent bien accepter de s'installer à Marioupol. Mais elle n'a pas l'air d'être du genre à s'effrayer devant la tâche.

### «Ils veulent tuer autant de personnes civiles que possible»

En fin d'après-midi, nous nous engageons sur l'autoroute toute neuve qui relie Marioupol à Donetsk, à 120 kilomètres, en faisant un petit arrêt dans la petite ville de Volnovakha, dont le palais de la culture a subi une frappe de HIMARS en novembre dernier. Le toit s'est écroulé et des échafaudages encombrant ce qui reste de la scène et de la salle. Par chance, la salve n'a fait ni mort ni blessé, le spectacle programmé ce jour-là ayant été déplacé à la dernière minute. Pour les habitants, pas de doute, les Ukrainiens cherchaient à tuer le plus de civils possibles. Mon guide m'explique qu'ils tirent toujours les HIMARS par groupe de trois: une première roquette pour percer le toit et les structures, une deuxième pour liquider les occupants et, vingt à vingt-cinq minutes plus tard, une troisième frappe pour tuer le maximum de pompiers, secouristes, parents, policiers, amis, voisins venus secourir les victimes. Ce récit me sera répété plusieurs fois.

### Donetsk – ville majeure pleine de vie au milieu des tirs d'artillerie

Donetsk est une grande ville d'un million d'habitants, très étendue, très animée, avec une circulation dense. On n'y voit que peu d'immeubles ou de façades détruites. En revanche, la ville vit au son du canon. Je n'y avais pas prêté attention à mon arrivée, à cause de la fatigue et des émotions de la journée. Mais en me réveillant à trois heures du matin, j'ai soudain été frappé par le son du canon. Toutes les deux à trois minutes, un coup part, faisant trembler les vitres et illuminant le ciel d'une lueur orangée: ce sont les artilleurs russes qui tirent sur les positions ukrainiennes, à quelques kilomètres du centre-ville. Les Ukrainiens ripostent avec

des missiles, des drones ou des roquettes HIMARS, ce qui enclenche les tirs de contre-batterie russes, à raison d'un ou deux par heure me semble-t-il.

Le lendemain matin, on m'apprendra à distinguer les uns des autres. Les HIMARS sont silencieux jusqu'à l'explosion finale, les missiles SCALP français et Storm Shadow britanniques font un bourdonnement d'avion, de même que les missiles anti-missiles russes, tandis que les obus ordinaires tombent en sifflant. De toute façon, je n'ai aucun souci à me faire, m'assurent mes nouveaux amis. Ils m'ont logé dans le seul hôtel de la ville encore en mains américaines et jamais les Ukrainiens n'oseraient tirer sur une cible américaine. Il n'en reste pas moins que les tirs ukrainiens continuent à faire des blessés et un mort par semaine en moyenne. Tous des civils, car il n'y a absolument aucun soldat, véhicule ou installation militaire en ville. En quatre jours, je n'y ai pas croisé un seul uniforme.

### L'Allée aux Anges

Nous commençons la journée par une visite à l'Allée des Anges, qui se trouve au milieu d'un beau parc urbain. C'est le nom qu'on a donné au monument funéraire érigé en mémoire des enfants tués par les bombardements ukrainiens depuis 2014. 160 noms ont déjà été inscrits sur le marbre. Mais la liste en comprend plus de 200 à ce jour. Des dizaines de bouquets de fleurs, de jouets, de photos d'enfants s'amoncellent sous l'arche de fer forgé. C'est bouleversant.

Au retour, nous rendons visite aux confrères de la télévision et de la radio OPLOT, en bordure de la place centrale. Leur immeuble est régulièrement visé par des HIMARS. On n'a pas encore pu réparer les derniers studios frappés mais on les retape à la fortune du pot et les cinq chaînes TV et radio diffusent leurs programmes sans interruption. La direction et l'équipe sont à 90% féminines, les quelques hommes étant chargés de la couverture du front, à dix kilomètres de là. Un petit jardin d'enfant – une grande crèche attirerait l'attention des HIMARS ukrainiens – accueille les enfants des employés. Il en va ainsi dans toute la ville, les crèches publiques ayant dû fermer pour éviter les frappes. Au début, en 2014, il avait été difficile de recruter des journalistes à cause des risques d'attentat mais ce n'est plus le cas aujourd'hui, assure la rédactrice en chef *Nina Anatoleva*. L'intervention russe de 2022 a beaucoup renforcé la sécurité. Mais ils ont perdu en audience. Leurs chaînes, qui diffusaient largement dans la partie russo-phonie de l'Ukraine, ont été coupées et ne sont plus visibles que sur internet ou sur le réseau local.

### Un centre d'accueil en proximité de la frontière

L'après-midi, nous nous rendons dans le village de Yassinouvat, proche d'Avdeevka,

et donc tout près du front. Le village, très exposé aux tirs d'obus ukrainiens, abrite une école transformée en centre d'accueil pour les réfugiés des villages récemment libérés. Aussitôt sortis de Donetsk, la proximité du front se fait sentir. La route est défoncée par les tirs d'obus et jonchée de débris de ponts écroulés. Sur notre gauche deux hélicoptères Ka-50 Alligators et un MI-8 reviennent du front en rase-mottes. A notre droite des tranchées et trois rangées de dents de dragons, équivalents de nos *Toblerone*<sup>1</sup> suisses, forment une des lignes de la défense russe. Des engins militaires la longent régulièrement.

Notre véhicule est parfaitement anonyme. Pas de convoi, d'insignes de presse, de gilets pare-balles ou de casques qui pourraient attirer l'attention des drones de surveillance ukrainiens. Les GPS de nos portables sont désactivés depuis longtemps. Il s'agit d'être le plus banal possible. La route est de plus en plus défoncée et la circulation quasi inexistante. Le chauffeur, le guide et Umar sont parfaitement impassibles.

La directrice de l'école, ex-professeure de mathématiques devenue directrice du centre d'accueil, nous accueille. La libération d'Avdeevka et des villages voisins fin février a fait sortir les habitants survivants des caves. Ils sont logés ici, dans les salles de classe, en attendant de retrouver leur logement ou d'en trouver un nouveau. Sur les 160 personnes hébergées, certaines ont déjà pu regagner Avdeevka. Aujourd'hui, c'est au tour de *Nina Timofeevna*, 85 ans et toute sa verve, de regagner son logis. Elle a vécu dans sa cave pendant deux ans en faisant du feu à même la rue. «Les soldats ukrainiens ne nous ont pas aidés du tout», assure-t-elle, tandis que l'armée russe a réparé son toit et les vitres de sa maison, si bien qu'elle peut y retourner, encadrée par deux soldats de la police militaire qui lui portent son barda. «Ce n'est pas une guerre, mais un massacre de civils. Ils veulent nous détruire.»

Dans les couloirs, des bénévoles de l'Eglise orthodoxe déballet des cartons de vêtements, des bouteilles d'eau et de la nourriture. Dans les autres salles, des couples avec un beau chat aux yeux bleus, des vieillards. Une famille avec un jeune garçon de quatre ans. Elle s'est fait souffler son appartement par une roquette alors qu'elle essayait de trouver de la nourriture à l'extérieur. Le père était ouvrier et la mère comptable à la cokerie d'Avdeevka. Ils ont échappé à la mort par miracle et n'en reviennent pas encore d'avoir survécu...

### Le Donbass restera russe

Sur le chemin du retour à Donetsk, la discussion porte sur la vie pendant la guerre et *Evgueni* m'apprend qu'à Marioupol le bataillon néonazi Azov avait ouvert dès 2014 une prison secrète dans un bâtiment de l'aéroport, appelée la «Bibliothèque», la Bibliothèque, parce que les victimes y étaient désignées comme des «livres», à l'image des nazis qui appelaient leurs victimes des «Stück». Selon les témoignages, des dizaines de personnes y ont été torturées et tuées pendant les huit années durant lesquelles les nationalistes tatoués de symboles nazis du bataillon ont fait la loi à Marioupol tandis que la police locale regardait ailleurs. Des investigations sont en cours pour identifier les victimes et la visite des locaux est suspendue. La presse russe en a parlé mais les médias occidentaux ont gardé le silence, de peur d'écarter le narratif des gentils Ukrainiens et des méchants russes.

Deuxième constat: le Donbass fête en ce début avril le 10<sup>e</sup> anniversaire de son soulèvement contre le régime de Kiev qui avait décrété la guerre au terrorisme contre lui. Des milliers de personnes, enfants, civils et combattants, ont été tués. Donetsk a pris le surnom de «ville des héros». Après tant de sacrifices, les trois millions d'habitants de l'oblast se battent jusqu'au bout pour défendre leur république, quel qu'en soit le prix et quoi qu'on puisse penser d'eux en Occident. •

<sup>1</sup> Barrages antichars de l'armée suisse qui, en raison de leur forme, ont été nommés avec le nom de marque de ce chocolat suisse.



# Le conflit sans fin qui affecte le Congo oriental est basé sur un tissu de mensonges

## Une autre catastrophe humanitaire se poursuit sous nos yeux (2<sup>e</sup> partie)

par Peter Küpfer

A la première partie de cet article, on a évoqué l'origine de la guerre sans fin qui sévit dans l'est du Congo, ses principaux protagonistes et les intérêts qu'ils poursuivent.<sup>1</sup> Dans l'est du Congo également, les termes utilisés par les propagandistes de la guerre – «guerre civile», «guerre de rébellion», «guerre défensive» – cachent une brutale politique de pouvoir. Tout d'abord, elle n'est pas alimentée par les conflits interethniques, mais par la soif de supériorité économique et l'illusion du pouvoir de se créer une certaine sécurité grâce à la guerre. Dans cette deuxième partie, les systèmes de propagande à l'emploi, dissimulant les véritables intentions, sont désignés pour ce qu'ils sont: des mensonges de guerre. Comme on le sait, mentir ne signifie pas seulement ne pas dire la vérité, mais également occulter des éléments essentiels de la vérité et donner à d'autres un poids qu'ils n'ont pas. Nous voyons ces deux stratégies de manipulation éprouvées également à l'œuvre dans la catastrophe humanitaire à long terme dans l'est du Congo. La durée de cette guerre (30 ans), largement inconnue dans le monde occidentale, et l'évacuation des terrains protège et incite les avidités sans limites pour le pouvoir et les profits illégaux. Elle est donc voulue de ceux qui cyniquement en profitent.

### Là encore, des mensonges de guerre systématiques triomphent

Paul Kagame, l'ancien commandant de la guérilla rwandaise formée par l'élite Tutsi exilée en Ouganda dans les années 1960 (voir encadré), continue d'affirmer publiquement que son pays doit continuer à se protéger des membres de l'ethnie hutu rwandaise qui, en 1994, se sont réfugiés en toute hâte à l'est du Congo. Dans sa rhétorique, ces gens étaient et le sont toujours, tous, sans exception, des «génocidaires». C'est en suivant le même raisonnement que l'armée israélienne exécute aujourd'hui quotidiennement et sans distinction ceux qui appartiennent à la population palestinienne.

C'est également cette recette ethnique, établie en éclatante négation des réalités, qui a été utilisée pour la conquête militaire du pouvoir au Congo oriental. Comme dans d'autres points chauds du monde, une partie de la population toute entière (les Hutus rwandais) est qualifiée collectivement de «génocidaires» et chassé ensuite comme du gibier dans le cadre d'une théorie sophistiquée de prétendue «autodéfense». Kagame a reconquis le pouvoir au Rwanda en juillet 1994, après une guerre d'intervention dirigée contre un gouvernement démocratiquement élu et prêt à partager le pouvoir avec d'autres composants, y compris le parti des assaillants. Mais le but de Kagame n'était pas la démocratie dans son pays natal, le Rwanda, mais la reconquête du pouvoir pour sa caste, minoritaire, les Tutsis, les seigneurs du temps où le Rwanda était encore un petit royaume (jusqu'à 1962, voir encadré). Elle réside là, la raison principale pour laquelle les Hutus rwandais ont fui par centaines de milliers à l'approche de l'armée tutsie commandée par Kagame. Un grand nombre d'entre eux, plusieurs centaines de milliers selon Strizek<sup>2</sup>, pour la plupart des civils, ont été abattus par les membres de la guérilla tutsie qui les poursuivaient. En effet, le fait de prendre la fuite était, aux yeux des forces armées, une preuve suffisante du caractère «génocidaire» des fuyards, lesquels

### Oppression et humiliation de la caste hutue par tradition multiséculaire

pk. Avant d'accéder à l'indépendance (1962), le Rwanda était un tout petit royaume (sous la domination des dynasties «Mwami», comme au Burundi). Territoire sous mandat allemand avant la Première Guerre mondiale, il est ensuite passé sous administration belge en 1908, tout comme le Congo. L'ethnie tutsie rwandaise (environ 17 % de la population rwandaise à l'indépendance) traitait la tribu bantoue des Hutus (majoritaire à 80%) en tant que ses «serfs» de naissance.

La caste minoritaire des Tutsis, représentante séculaire de l'aristocratie rwandaise, traditionnellement propriétaires de vastes troupeaux, regroupait l'ensemble des hauts fonctionnaires de la cour ainsi que les officiers de l'armée. Dans les écoles tenues par les missionnaires (les seules en fonction à l'époque constituant la condition préalable à toute carrière), ils étaient sur-représentés de façon disproportionnée alors que les Hutus, jugés à l'époque sans grandes aptitudes à l'étude, étaient sous-représentés. C'est ce qu'attestent à l'unisson nombreux témoins de l'époque et des chercheurs reconnus, comme on le constate également dans le témoignage méticuleusement documenté «Un évêque au Rwanda», rédigé par André Perraudin, missionnaire valaisan et archevêque de Kabgayi (Rwanda) dans les années soixante. Médiateur par son office spirituel et ses persuasions émanant du modèle de la démocratie directe suisse, il tenta de calmer les esprits lorsque les premiers débordements annonçaient l'envergure des tensions entre Hutus et Tutsis face aux transformations qui s'annonçaient. La nervosité au sein de la caste dirigeante traditionnelle tutsie allait croissante face au plébiscite à majorité écrasante en faveur de la démocratie.

Depuis le génocide perpétré par les Hutus contre les Tutsis au printemps et au début de l'été 1994, cette littérature respectant les faits est considérée comme «révisionniste» (niant le génocide), ou même, par un renversement spectaculaire des réalités historiques, comme «raciste».

Quant à Perraudin, il déclara envers un entretien avec le rigoureux documentariste allemand Helmut Strizek, se référant à la situation rwandaise lors de l'accession à l'indépendance au début des années soixante: «J'ai fini par me rendre compte que le groupe des Hutus était méprisé dans le pays. Les Hutus étaient vus comme des personnes de seconde classe par les autres [les Tutsis, réd.], qui estimaient qu'ils avaient vocation à dominer, avec une mentalité de «surhomme», celle qu'on a trop connue en Allemagne. Pardonnez-moi cette comparaison, mais elle est appropriée.» (v. not. 2, Strizek). Comme pour de nombreux sujets similaires, il existe néanmoins un certain courant de pensée qui a intérêt, ici aussi, à jeter un voile de silence sur ce qui s'est passé et à se placer uniquement du «côté des bons».

Là aussi, les vainqueurs (l'autocratie rwandaise de l'ancienne élite tutsie rétablie par Kagame à l'été 1994) ont réécrit l'histoire du Rwanda. Celui qui évoque les antécédents réels se voit traiter de «révisionniste» et encourt le harcèlement médiatique ainsi que des pressions et poursuites par le gouvernement rwandais. Malheureusement, cette tendance à manipuler l'histoire est suivie presque aveuglément par la majorité des publications actuelles, des médias et des acteurs culturels concernant les tragédies rwandaises (v. not. 3).

n'auraient aucune raison de fuir devant «l'avancée des libérateurs» du Rwanda, selon le raisonnement cynique des vainqueurs.

### Les Hutus rwandais en fuite en 1994 vers le Congo de l'Est n'étaient pas tous des «génocidaires»

En 1994, peu avant la prise imminente de Kigali par l'armée tutsie de Kagame, la population hutue rwandaise avait d'autres raisons sérieuses de chercher refuge dans les pays voisins (principalement le Congo de l'Est) par des centaines de milliers et dans la panique. En effet, des rumeurs sérieuses et (comme il s'est avéré plus tard) fondées sur une terrible vérité circulaient à l'époque, selon lesquelles la soldatesque de l'Armée patriotique rwandaise (APR), l'armée de guérilla de Paul Kagame, se livrait à des massacres systématiques de la population hutue installée dans les zones qu'elle avait «libérées» lors de sa progression vers la capitale Kigali. Entre-temps, il existe une littérature sérieuse soigneusement documentée par des faits qui démontre en détail ce (premier!) génocide rwandais perpétré par les «libérateurs» tutsis contre leurs compatriotes hutus.<sup>2</sup> Un autre génocide a donc précédé chronologiquement le génocide perpétré par les milices d'extrémistes hutus contre les Tutsis au début de l'été 1994 («le génocide rwandais», le seul dont le monde occidental parle!), celui perpétré par la guérilla de l'APR dirigée par Kagame contre la population hutue dans les territoires qu'elle a «libérés» au Rwanda. Ce premier génocide, absolument occulté, a eu lieu, selon les documents disponibles, à partir de 1990 culminant dans la prise de Kigali en juillet 1994, c'est-à-dire depuis le début de la guerre d'intervention de l'APR (Armée patriotique rwandaise) de Kagame contre le gouverne-

ment d'équilibre démocratiquement légitimé de Juvénal Habyarimana à Kigali (c'est-à-dire pendant les quatre années, de 1990 à 1994, que la guérilla de l'APR a duré jusqu'à la prise de Kigali). Les témoignages accumulés, les rapports de l'ONU et les fosses communes découvertes dans les zones «libérées» par l'APR ont prouvé cette terrible réalité. (voir encadré)

Malheureusement, le Tribunal pénal créé spécialement pour le génocide (uniquement celui du début de l'été 1994!) au Rwanda, dont le siège est à Arusha (Tanzanie, créé sous la pression des Etats-Unis), n'a pas enregistré, en procédure juridique ordonnée, les preuves de ce crime systématique contre l'humanité. Dans son autobiographie, la juriste suisse Carla del Ponte, ancienne procureure de la Confédération suisse qui siégeait au Tribunal pénal international pour le Rwanda en tant que procureur en chef, explique ces faits de la manière suivante: sur la plus haute intervention de Kofi Annan, elle aurait reçu l'ordre de ne procéder que dans les cas où des Hutus figuraient comme auteurs de crimes. Les exécutions de masse de type génocidaire, commises par l'APR, le bras armé des Tutsis émigrés, lors de sa campagne dans les années de guerre précédentes, ont ainsi complètement échappé au mandat temporel fixé par l'ONU. Lorsque la courageuse juriste suisse a protesté, elle a été remplacée peu de temps après, manifestement à l'instigation des Etats-Unis, par un procureur en chef mieux adapté aux intérêts américains en matière de dissimulation. Il s'agissait de l'avocat gambien Boubakar Hassan Jallow, un ami proche d'un haut responsable rwandais, cofondateur de l'APR rwandaise à laquelle des massacres massifs contre des civils ont constamment été officiellement reprochés, par l'Espagne, la France et la Belgique, sans

effet. C'est ainsi que le Tribunal pénal international pour le Rwanda a activement fermé les yeux sur les crimes graves commis par la partie plaignante. Il n'y a donc pas eu qu'un seul génocide au Rwanda, d'avril à fin juin 1994, dont le monde entier parle, mais déjà auparavant un précurseur tout aussi cruel, commis par la partie qui se présente aujourd'hui comme victime.

### Et encore un meurtre de masse – «justifié» par une carte tronquée

Un deuxième crime grave contre l'humanité, occulté par l'historiographie officielle et perpétré par des troupes sous commandement rwandais, a commencé deux ans plus tard. Comme on le sait, la première guerre d'intervention au Congo a eu lieu début novembre 1996 et a porté au pouvoir à Kinshasa Laurent-Désiré Kabila, ancien chef d'une formation de guérilla pour combattre Mobutu.

Cette guerre par procuration, préparée de longue date par le Pentagone et approuvée par le président américain Clinton, est presque exclusivement présentée par les services de documentation occidentaux, y compris Wikipedia, comme une «guerre de rébellion» menée par une minorité tutsie de l'est de la RDC (les soi-disant Banyamulenge) pour faire valoir des droits qui lui auraient été refusés par le gouvernement congolais (à l'époque Mobutu déjà). Une telle prétendue ethnie congolaise n'a jamais existé au Congo oriental (voir à ce sujet Bucyalimwe Mararo Stanislas, Manoeuvre; Onana, Charles, Holocauste au Congo, Nganda Nzambo, Honoré, Crimes organisés en Afrique centrale, détails bibliographiques, note 2). En réalité, avec ces «Tutsis rwandais de l'est du Congo» il s'agit d'une couche d'anciens immigrés tutsis rwandais de résidence au Congo plutôt récente, installés principalement au Sud-Kivu (région d'Uvira). Ils ont longtemps vécu en paix avec leur environnement d'accueil congolais, majoritairement des ethnies bantoues. Les tensions ne sont apparues que lorsque des cercles belliqueux au Rwanda les ont incités à s'opposer aux arrêts administratifs du gouvernement Mobutu prétendument contraignants pour eux voire, selon leur langage, «racistes».

Dans les années de préparation de la première guerre du Congo, cette implantation tutsie au Congo oriental a pris plus d'ampleur, avant tout par des éléments armés arrivés du Rwanda et du Burundi. Le Rwanda a diffusé avec insistance la version à connotation raciste selon laquelle les Banyamulenge étaient menacés et devaient donc être protégés par l'armée rwandaise. Après les événements génocidaires du début de l'été 1994 au Rwanda, les seuls dont le monde occidental a pris note, ces accusations ont pris de l'ampleur. Ce fut la raison officielle, immédiatement reprise et diffusée par les médias occidentaux, de la première guerre du Congo de 1997/98: «libérer les Banyamulenge, minorité tutsie rwandaise menacée par les extrémistes hutus se cachant dans les immenses camps de réfugiés (les génocidaires!) dans la région d'Uvira» – le mensonge de guerre principal savamment élaboré des spécialistes de la guerre hybride, mensonge qui devait coûter la vie (et le doit toujours!) de plusieurs millions d'êtres humains (la plupart des civils) dans des guerres consécutives jusqu'à nos jours!

suite page 7

## Horizons et débats

Bimensuel favorisant la pensée indépendante,  
l'éthique et la responsabilité  
Pour le respect et la promotion du droit  
international,  
du droit humanitaire et des droits humains

Editeur  
Coopérative Zeit-Fragen  
Redaction  
Peter Küpfer

Redaction et administration  
Case postale 247, CH-9602 Bazenheid  
Tél. +41 44 350 65 50  
Fax +41 44 350 65 51

hd@zeit-fragen.ch  
www.horizons-et-debats.ch

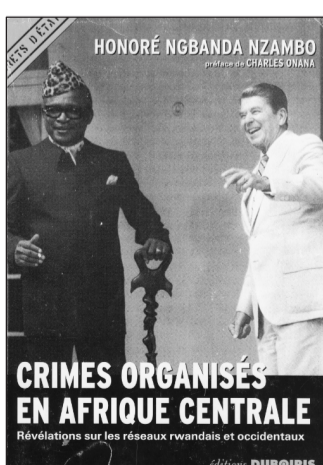
CCP 87-748485-6  
IBAN: CH64 0900 0000 8774 8485 6  
BIC: POFICHBEXXX

Imprimerie  
Nüssli, Mellingen

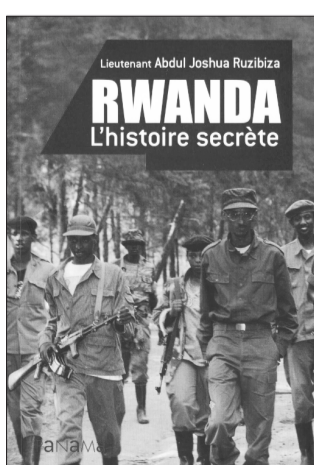
Abonnement annuel 168.– frs / 108.– euros

ISSN 1662 – 4599

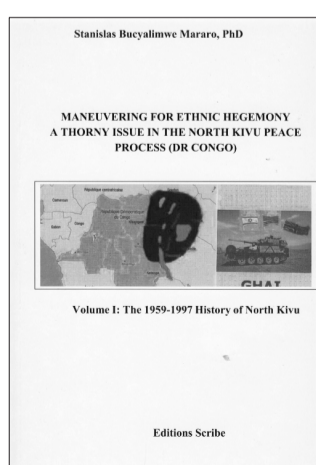
©2017 Editions Zeit-Fragen pour tous les textes et les illustrations.  
Reproduction d'illustrations, de textes entiers et d'extraits importants  
uniquement avec la permission de la rédaction; reproduction d'extraits courts et de citations avec indication de la source «Horizons et débats, Bazenheid».



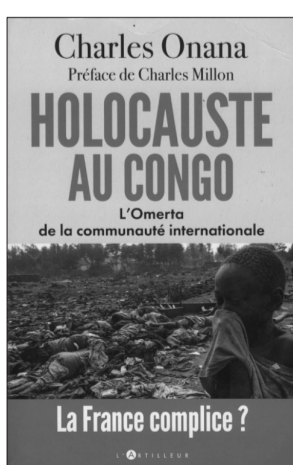
ISBN-13 9782951315990



ISBN 2-7557-0093-9



ISBN 978-2-930765-03-7



ISBN 978-2-81001-145-2



## «Le conflit sans fin ...»

suite de la page 6

En réalité, cette guerre éclair était une autre guerre par procuration camouflée, planifiée, principalement financée et équipée militairement par les Etats-Unis. Comme on le sait, elle a été menée essentiellement par des membres de l'armée rwandaise, en dépit de tous les camouflages. Dès le début, le but non déclaré de la guerre était de sécuriser les matières premières stratégiques de l'est du Congo et le territoire de l'est du Congo ou une partie de celui-ci pour l'alliance occidentale (v. partie 1<sup>re</sup> de cet article).

Ce que l'on passe généralement sous silence, c'est le fait que, parallèlement à l'avancée de l'armée de camouflage au nom ronflant d'AFDL (*Alliance des Forces démocratiques pour la Libération du Congo*), les immenses camps de réfugiés hutus rwandais existant à l'époque sur le territoire de l'est du Congo ont été littéralement enfoncés dans le sol, en partie par des tirs d'artillerie et des bombardements. C'est ce qui s'est passé le 2 novembre 1996 avec l'immense camp de Mungunga, situé à proximité de Goma, le «plus grand camp de réfugiés du monde», massacre qui a été suivi par d'autres similaires.

Ce troisième génocide de Rwandais (et le deuxième commis par l'armée rwandaise contre sa propre population hutu), cette fois sur le sol de l'est du Congo, a été d'une ampleur incroyable. Selon des estimations fiables, des dizaines de milliers de personnes sans défense, en majorité des civils hutus rwandais, ont été tués directement par les tirs des camps ou lors de leur poursuite impitoyable par des unités commandées par les Rwandais lors de leur nouvelle fuite à travers la jungle sauvage en direction de l'ouest, parfois sur des centaines de kilomètres jusqu'à Kisangani, sur le fleuve Congo.

Helmut Strizek, spécialiste reconnu de l'Afrique de l'Est, résume ce crime contre l'humanité, contre lequel aucune procédure judiciaire n'a encore été engagée, en ces termes: «Presque personne n'aurait cru, au tournant de l'année 1996/97, que l'alliance rebelle AFDL pourrait réussir à s'emparer de tout le Zaïre avant le 17 mai 1997 et à exterminer la majeure partie des réfugiés hutus rwandais pendant cette guerre.» (Strizek, Helmut, *Congo-Zaïre, Rwanda, Burundi*, p. 179)

## Les agresseurs se comportent en victimes

Cette violence sans précédent à l'encontre de personnes sans défense a toujours été justifiée, par la camarilla rwandaise, comme étant de la légitime défense. Selon ce mensonge de guerre, c'est depuis les camps de réfugiés que des incursions menaçant la sécurité du Rwanda auraient régulièrement eu lieu sur le territoire rwandais. A cette époque déjà, on jouait la carte ethnique, dûment forgée, avec laquelle les auteurs de crimes contre l'humanité peuvent se dissimuler derrière le principe du droit de l'homme à la légitime défense – en arguant qu'un groupe de population particulier cherchait à les exterminer. Si l'on tient compte des conditions réelles des réfugiés dans les immenses camps de réfugiés totalement délabrés du Nord où se trouvaient entassés dans les deux Kivus (du Nord et du Sud) entre 1994–1996 un nombre inimaginable de réfugiés hutus rwandais, il s'agit là d'une affirmation pour le moins téméraire. Plus d'un million de Hutus rwandais, entassés sommairement dans des tentes improvisées, y luttaient pour leur survie en novembre 1996, au moment où l'armée de l'AFDL envahissait l'est du Congo.

L'une des nombreuses énigmes du Rwanda est celle de savoir comment ces réfugiés auraient pu former une puissante guérilla dans de telles circonstances, comment ils auraient pu représenter une menace militaire sérieuse pour l'existence du nouveau Rwanda tutsi de Kagamé ou comment ils auraient pu commettre un nouveau «génocide». Charles Onana confirme qu'en 1994, un strict contrôle de la circulation des armes était effectué aux points de passage des réfugiés (opération Turquoise) assurés par l'armée française. Les gens qui passaient par là fuyaient pour sauver leur vie, celle de leur femmes et de leurs enfants. Ils avaient d'autres soucis que d'organiser dans les camps une guérilla de revanche contre le nouveau gouvernement. Où aurait-on pu cacher des armes dans ces regroupements désordonnés de personnes désespérées et affamées? Et quelle aurait été la provenance des munitions sans lesquelles aucune armée ne puisse

## L'Occident a empêché toute évolution vers la démocratie, au Congo autant qu'au Rwanda

Deux citations tirées de documentations fiables:

«Il semble que dès cette époque (été 1996, en pleins préparatifs de la première «guerre de rébellion» contre le Congo/Zaïre), Kagame ait déjà discuté de ses objectifs d'agression avec les instances américaines. On sait que, même dans les milieux militaires et les services secrets, cette politique ne faisait pas l'unanimité, mais qu'elle s'est finalement imposée. On a donné le feu vert à l'élimination de Mobutu. [...] Les problèmes récurrents des réfugiés rwandais et les égards envers Kagame, le nouveau dirigeant du Rwanda issu de la minorité tutsie, ont empêché le Zaïre d'accéder à la démocratie, qui était pourtant à portée de main pour cause de décès imminent de Mobutu. En effet, depuis l'automne 1996 au moins, les services secrets savaient que le cancer de Mobutu était en phase terminale et qu'il fallait s'attendre à sa mort prochaine. Personne n'aurait alors pu empêcher la tenue d'élections présidentielles démocratiques au Zaïre.» (Strizek,

Helmut. Congo/Zaïre-Rwanda-Burundi. p. 142, not. 2, mise en relief pk.)

«Il est donc clair que si le gouvernement congolais ou la société civile de la RDC ne se montrent pas plus incisifs sur la question de l'impunité, les criminels rwandais, ougandais, burundais et les Banyamulenge, qui continuent d'imposer la mort et d'interminables souffrances et atrocités à la population congolaise et d'y semer la mort, resteront libres et n'hésiteront pas à poursuivre leur action criminelle afin d'écraser définitivement les Congolais dans leur pays. Ces derniers doivent se souvenir, de ce que le Pape François, évoquant le génocide oublié de la RDC, a souligné lors de son séjour à Kinshasa que «l'avenir des Congolais est entre leurs mains» et qu'ils ne devraient pas se laisser «manipuler, et moins encore acheter, par ceux qui veulent maintenir le pays dans la violence afin de l'exploiter et de faire des affaires honteuses». (Onana, Charles. *Holocauste au Congo*, p. 442)

agir? La partie de l'Occident asservie aux Américains, en particulier les médias qualitatifs corrompus, y compris *Wikipédia*, a continué à diffuser ce narratif tronqué avec ferveur, jusqu'à aujourd'hui, ce mensonge général de la guerre rwandaise.<sup>3</sup>

On s'est abondamment référé à la cynique déclaration de Kagamé avant le massacre dans les camps de réfugiés, mais on ne lui a pas fait obstruction. Kagamé a dit: «Si la communauté internationale n'intervient pas pour mettre fin au danger que représentent les génocidaires qui ont fui vers l'est du Congo, c'est moi qui irai y faire la besogne». Ce qu'il n'a pas tardé à faire (Onana, p. 112 et suivantes), s'appuyant sur cette vision grossièrement déformée selon laquelle chaque réfugié hutu rwandais se trouvant dans l'est du Congo était un génocidaire. Il a alors sorti de son chapeau l'armée de l'AFDL, dont le chef Laurent Désiré Kabila et ses officiers passés maîtres dans l'art de la guérilla ont, en menant une guerre-éclair, traversé la moitié du Congo et renversé un Mobutu déjà fort mal en point, le tout sous prétexte d'apporter leur aide au clan Tutsi opprimé des Banyamulenge et à faire valoir ses droits. Ainsi fut légitimée la guerre-éclair pour la conquête du Congo, avec son cortège de morts et de ruines, et qui n'aurait jamais été possible sans la planification et le soutien des Etats-Unis, car elle faisait manifestement partie de la stratégie à long terme de la grande puissance occidentale en Afrique.

## Comment organiser sa propre impunité

Les principaux responsables de cette opération militaire ont été nommés à de hautes fonctions au sein de l'armée et de l'Etat congolais, lequel s'est fièrement rebaptisé «République Démocratique du Congo». James Kabarebe, le plus proche frère d'armes de Kagamé pendant la guérilla de 1990–1994, commandant

en chef des forces armées rwandaises pendant la guerre de l'AFDL, a été nommé immédiatement après la reprise de Kinshasa, en 1997, chef de l'état major de l'armée nationale congolaise, y incorporant par ailleurs des officiers et des éléments de l'armée rwandaise. Cela constitue un acte d'une perfidie et d'une humiliation peu communes.

Faut-il encore s'étonner qu'une telle armée «nationale» congolaise ait jusqu'ici combattu sans grande efficacité les «groupes rebelles» équipés et soutenus par le Rwanda dans l'est du Congo? Le fait, par exemple, que Laurent Désiré Kabila, qui avait été porté sur le bouclier par l'AFDL (et la CIA) en tant que nouveau Président du gigantesque empire congolais, ait été abattu peu de temps après par un de ses propres agents de sécurité (le 16 janvier 2001) après avoir voulu modifier les contrats existants avec les grandes sociétés minières occidentales, en faveur de la population congolaise pauvre comme un rat d'église (dont la plupart vit toujours avec deux dollars par jour), en dit long. Son successeur, Joseph Kabila, n'est pas congolais, mais rwandais. Il parle un français approximatif, ce qui n'est pas étonnant. Il a grandi au Rwanda dans l'entourage de Kabarebe, le «cerveau» de la guerre-éclair, et a très tôt fait partie du cercle intime des officiers de l'Armée populaire rwandaise. Depuis que Kabarebe et Joseph Kabila ont tenu les ficelles du géant Congo, le nain Rwanda a assumé une escalade économique de rêve, devenu entre-temps dans les médias occidentaux l'enfant modèle du développement africain. Dans la première partie de cet article nous avons nommé ceux qui en payent le prix, une fois de plus la population, surtout celle à l'est du Congo. Ce pays meurtri est ainsi miné de l'intérieur, non seulement par la corruption, mais aussi par les opinions savamment façonnées selon les «récits» nourrissants les médias, délivrés

## Les exécutants jouent les victimes

pk. Si l'on se base sur la véritable histoire du Rwanda, il n'y a rien de surprenant dans l'exode massif des familles dirigeantes d'antan et de leurs affiliés, l'élite tutsie, à l'époque où le petit royaume du Rwanda voulait se transformer en démocratie dans les années 1960. Ceux qui prenaient la route de l'exil n'entrevoient en effet aucune possibilité de perpétuer leur rôle de dirigeants, au vu de la majorité ethnique dominante dans la population, les Hutus (la minorité tutsie ne dépassait pas les 18% de la population rwandaise, v. Strizek, note 2). La plupart de ces Tutsis exilés se tournèrent vers l'Ouganda; ce fut le cas également de la famille de Paul Kagame, qui appartenait aux cercles les plus influents du Rwanda monarchique. Avec l'appui de Museveni et des USA, Kagame, ayant passé sa jeunesse et son adolescence dans l'exil ougandais, y créa une armée d'intervention, l'APR (*Armée patriotique rwandaise*), et récupéra avec elle, fin juillet 1994, l'hégémonie perdue sur le Rwanda, après quatre ans d'une sanglante intervention armée. Plusieurs auteurs sérieux montrent que cette intervention fut présentée à l'époque déjà sous la fausse étiquette de «guerre civile». Il s'agissait en réalité d'une intervention militaire provoquée et réalisée suivant un scénario de la CIA et de l'administration Clinton, à l'encontre du gouvernement du président démocratiquement élu Juvénal Habyarimana (Hutu). Celui-ci avait intégré les Tutsi de manière représentative en une vaine tentative de bloquer ainsi la poursuite de la guerre par l'APR, intégration dans un gouvernement de transition sous participation de la branche politique de la guérilla de Kagamé, le *Front patriotique rwandais* (FPR). Au moment où les guerilleros (transformés en «ministres» FPR) occupaient leur place, leur armée (APR) recommença ses assauts

débouchant, un an plus tard, sur la prise finale de Kigali.

Dans la nuit du 6 avril 1994, l'avion du président rwandais Juvénal Habyarimana, élu démocratiquement et aspirant à une attitude équilibrée, fut abattu lors de la manœuvre d'atterrissage sur l'aérodrome de Kigali par une fusée sol-air lancée d'un endroit proche. Le Président Juvénal Habyarimana (Hutu), le Président burundais Ntaryamira (Hutu), de hauts gradés appartenant aux deux Etats (Rwanda et Burundi) ainsi que l'équipage français de l'avion, composé de quatre personnes, avaient trouvé la mort lors de cette lâche attaque.

L'attentat déclencha le début du génocide meurtrier mené par des extrémistes Hutus rwandais contre les Tutsis de 1994. Onana et d'autres experts, observateurs critiques des événements, avancent, basés sur une masse d'indices révélateurs, que c'était l'APR qui a effectivement perpétré l'attentat.

Selon cette logique sinistre, l'état-major de l'APR (tutsi) aurait livré sa propre ethnité (tutsie) aux couteaux des extrémistes hutus de manière préméditée, dans le but de pouvoir se présenter au monde comme de sublimes «libérateurs du génocide» des Hutus contre les Tutsis. Le fait que l'APR elle-même avait perpétré, avant et après, contre la population rwandaise hutue des meurtres de masse à caractère de «nettoyage ethnique» systématique et planifié (voir Ruzibiza/Rapport ONU «report mapping», note 2), avait été camouflé, avec l'aide du partenariat Etats-Unis/Royaume Uni/Union européenne, suivant une stratégie propagandiste similaire à celle selon laquelle les véritables origines du problème sont dissimulées: les acteurs tirent cyniquement profit de la tragédie de leur peuple pour couvrir leurs propres crimes. Les exécutants jouent les victimes.

chaque jour par la camarilla presque identique aux sommets des deux états, du grand et du petit.

Difficile de sortir de l'impasse dans laquelle les populations se trouvent dans les deux Etats étant pris en otage par leurs gouvernements. Il faudra emprunter un chemin semé d'embûches. L'Afrique du Sud montre que c'est possible. Lors de sa pacification interne, elle a toutefois dû se débarrasser de sa soumission au cartel de pouvoir occidental. Mais contrairement à la situation qui régnait en Afrique du Sud, le Congo ne connaît pas de tensions difficiles à surmonter entre certaines parties de la population. Le Congo n'a pas de problème de racisme. Et la population est unanime sur la question de l'Est du Congo: les troupes étrangères doivent finalement plier bagage, les officielles et les anonymes, y compris même la MONUC chancelant entre l'impuissance et la corruption. Dès que les armes tiennent le haut du pavé, la paix est loin. Le problème principal réside dans le fait qu'une population apathique tolère un gouvernement qui pille son propre peuple.

Seul un remède drastique pourrait être efficace, comme l'a confirmé récemment la *Conférence épiscopale des Etats d'Afrique de l'Est*: les forces constructives de bonne volonté de toutes les parties devraient finalement joindre leurs efforts pour parvenir à une solution qui apporte une paix durable, ce qui ne pourra intervenir sans une aide extérieure fiable. Jusqu'à présent, les regards de l'Occident sur les faits, l'acceptation par les politiques et les médias des mensonges de guerre les plus grossiers, tout cela ensemble avec le refus d'apporter une aide humanitaire efficace à la population civile sans défense n'ont fait que démontrer ce que veulent manifestement les empires chancelants occidentaux, y compris l'UE: un état de guerre permanente. Cette guerre sans fin couvre et favorise le pillage illégal de ressources revenant de droit à la population congolaise, dont une partie doit survivre avec 2 dollars par jour (statistique *Médecins sans frontières*) et se trouve toujours dramatiquement sous le seuil de pauvreté. Combien de temps le reste du monde l'acceptera-t-il encore? •

<sup>1</sup> Articles antérieurs voués à ce sujet: *Le Congo post-Mobutiste: les Etats-Unis misent sur la carte rwandaise*, *Horizons et débats* N° 3, du 05/02/2018; *Élections douteuses en République démocratique du Congo*, *Horizons et débats* N° 5 du 04/03/2019; *L'autobiographie de l'auteur congolais Stanislas Bucyalimwe Mararo: un legs authentique*, *Horizons et débats* N° 19 du 15/09/2020, supplément Congo; *Un vent nouveau souffle-t-il aussi sur l'Afrique centrale? Requête peu encourageante émanant des élections présidentielles en République Démocratique du Congo*, *Horizons et débats* N° 4 du 27/02/2024; Congo oriental – une autre catastrophe humanitaire se poursuit sous nos yeux (1<sup>re</sup> partie). *La guerre permanente est avant tout dirigée contre la population civile*, *Horizons et débats* N°7 du 09/04/2024.

<sup>2</sup> Choix d'œuvres et de documents complétant et corrigeant les défaillances qui caractérisent la vue historique «officielle» du conflit: Ruzibiza, Abdul Joshua, *«Rwanda. L'histoire secrète»*, Paris (Editions du Panama) 2005 (ISBN 2-7557-0093-9); *«Report Mapping»*, Honoré Nbanda, *Crimes organisés en Afrique centrale*, (ISBN 139782951315990); Rapport ONU sur les crimes de guerre perpétrés au Congo de l'Est (déchargeable en angl. et fr. sur: UN-Office of the High Commissioner for Human Rights. *Democratic Republic of the Congo, Mapping Exercise 2010*); Bucyalimwe Mararo, Stanislas, *Manœuvring for ethnic hegemony, 2 tomes. Editions Scribe 2014*, (ISBN 978-2-930765-03-7 et ISBN 978-2-930765-04-4); Bucyalimwe Mararo, Stanislas, *«Nord-Kivu (RDC). Vingt-quatre ans des tueries programmées (mars 1993–mars 2014)»*, Saint-Denis (Edilivre) 2018 (ISBN 978-2-414-19737-8); Rever, Judi, *«In praise of blood. The crimes of the Rwandan Patriotic Front»* (Vintage Canada) 2020 (reprint), ISBN 978-0345812100; Onana, Charles, *«Holocauste au Congo. L'omerté de la communauté internationale»*, Paris (Editions de l'Artilleur) 2023, ISBN 978-2-81001-145-2

<sup>3</sup> Au cours de l'hiver 2001/2002, en compagnie de collaborateurs proches d'organisations d'entraide du Congo oriental qui se trouvaient en Suisse à l'invitation de l'association «Pour la Paix et l'Entente en Afrique», l'auteur a visité le bureau «Etranger» de la rédaction de la «Neue Zürcher Zeitung» ainsi que le Département des affaires étrangères de la Confédération suisse, et un haut-fonctionnaire chargé de l'Afrique au Ministère fédéral des Affaires étrangères de la République fédérale d'Allemagne à Berlin. A la rédaction de la «Neue Zürcher Zeitung» régnait une ignorance alarmante (effective ou jouée) sur la situation réelle dans l'est du Congo, à Berne, on se référait aux compétences de la Croix-Rouge et à des accords internationaux contraignants. Mais à Berlin, on nous a dit textuellement et avec la franchise naïve de ceux qui se croient dans leur droit: «Vous savez, le Président Paul Kagamé fait partie des amis les plus proches de l'Allemagne en Afrique, nous faisons donc tout pour le soutenir.»



## Se comporter en être humain signifie être présent, les uns avec les autres

par Eliane Perret

Quelle chance qu'il y ait encore des livres nous invitant à réfléchir sur un sujet donné. Parmi ceux-là excelle, selon moi, le livre d'images pour enfants de l'auteur Louise Spilsbury, avec des illustrations de *Hanane Kai*. Il porte le titre prometteur : «Wir sind für einander da»<sup>1</sup> (Nous sommes présents les uns avec les autres). Les premières phrases déjà le révèlent en déclarant : «La plupart des êtres humains au monde sont avenants et loyaux. Ils se comportent, les uns envers les autres, avec respect et essaient toujours de faire ce qui est juste.» En vue de la situation mondiale actuelle on peut hésiter, il est vrai – et voilà que les pensées commencent à tourner dans sa tête.

Les images et le texte s'expriment avec une évidence rafraîchissante et bienfaisante, mettant en lumière par exemple le rôle des parents (et des éducateurs en général dans le champ plus vaste de la pédagogie) en tant que personnes instruisant la jeune génération. Il s'agit de règles nous aidant à prendre nos bonnes décisions, base d'une vie s'ouvrant envers notre entourage, l'espace commun régi par le respect et la dignité interhumains. Les situations présentées sont ciblées sur l'entourage personnel de chacun d'entre nous, elles sont pourtant toutes liées aussi à la vie en commun dans le contexte plus grand de la société. Il est nécessaire de réfléchir, dans ce contexte, aux résultats des recherches scientifiques disponibles.

### «Oserai-je le faire?»

Introduire un enfant dans le monde est une tâche immense et exigeante. La plupart des parents en sont conscients, évitant souvent de toute force de faire de fautes. Souvent pris d'un état d'âme autocritique, ils relativisent des réflexions justifiées qui les ont guidées afin de convenir avec leurs enfants à un accord ou de respecter des règles. Des théories fausses (ou peut-être mal comprises aussi) prennent aujourd'hui beaucoup de place dans les médias et dans la littérature. Mais souvent, elles laissent les parents seuls avec leurs questions urgentes. Une jeune mère avec deux petites filles ravissantes s'est dernièrement exprimée dans ce sens, me disant : «Parfois je me sens très mal assurée. Lorsque je fais nos courses pour le dîner avec mes petites et que je leur dis que je ne peux pas leur acheter leurs sucreries désirées, ou lorsque j'insiste sur le fait que nous devons quitter la place de jeux pour rentrer, je m'aperçois souvent que d'autres parents me regardent d'un visage consterné. Est-ce déjà un empiétement sur l'âme enfantine si je refuse un désir à mes enfants? Est-ce déplacé si j'ose refuser aux souhaits de mes enfants?»

### Les valeurs communes – fondement éthique de notre cohésion sociale

Notre vie en commun repose essentiellement sur la base du consentement avec les valeurs se trouvant au fond de ce qui compose nos sociétés. Avec ces valeurs nous avons affaire aux accords ancrés émotionnellement (dès nos premiers souffles) dans nos fors intérieurs, base de notre vie en commun avec nos semblables, en paix et en conscience de nos responsabilités. La pierre fondamentale pour une telle conscience des valeurs, c'est nous, les adultes qui l'ancrent dans la vie quotidienne avec nos enfants et adolescents. A chaque moment nous vivons selon le sens de nos valeurs et de la façon dont elles orientent nos attitudes et actions. Elles ont été acquises au cours de notre histoire et culture pendant de longues périodes – chez nous elles sont ancrées dans la culture chrétienne occidentale – en intégrant ses règles et ses lois qui régissent la vie en commun ainsi que les règles éthiques auxquelles obéissent notre famille et notre environnement social. Construites sur la tradition de l'image de l'homme qu'impose le droit naturel avec la garantie de ses droits personnels, ces règles éthiques profondes ont été formées dans l'accord envers les valeurs précitées, de sorte qu'elles forment toujours le fondement de notre société se reflétant dans notre culture et notre droit national et international. Leur sens, légué par la génération précédente dans notre conscience, nous a structuré dans la droiture, l'attitude pacifique envers autrui, la perspicacité, le courage, l'honnêteté, le respect, l'entraide, la compassion et autre encore. La déontologie de cette pratique a donné une sorte de boussole intérieure pour accomplir la tâche essentielle de la génération des adultes d'éduquer leurs enfants. Le but est et reste qu'elle engage, elle aussi, pour une vie en commun aux valeurs partagées, dans une

attitude paisible et refusant donc de se laisser entraîner dans des guerres ou de se laisser instrumentaliser pour des intérêts particuliers (souvent purement économiques) par ceux considérés «hautement» placés». Il suffit de jeter un bref regard dans notre monde actuel pour mesurer l'urgence de pratiquer toujours ces repères aux vertus évidentes que s'est donné le genre humain dans sa longue histoire. Malheureusement de telles valeurs ne vont plus de soi de nos jours, car ce fondement d'une éthique générale et éprouvée pour notre espèce est mis en question de divers côtés, et ce depuis longtemps déjà.

### Une rupture des valeurs transmises pendant des générations

Pour comprendre ce développement il faut – comme c'est souvent le cas pour les problèmes qui nous défient – consulter l'histoire. Dans ce contexte, le mouvement des années 1968 est important parce qu'il signale une rupture significative et nocive concernant nos valeurs. Elle avait pourtant critiqué de droit les pratiques autoritaires basées sur une conception humiliante de l'éducation, elle-même, reposant sur une image erronée de l'être humain. Cette pratique soupçonne une tendance méchante et vile innée par nature du genre humain, recourant ainsi à la violence verbale voire physique. On pensait devoir imposer le Bien par la force pour ainsi combattre le Mal. Face à cette image exagérée de l'autoritarisme régnant chez nous dans les années de l'Après-guerre ils ont semé dans la jeune génération des années 60, souvent inconsciemment, la méfiance ou l'aversion même envers les adultes, de sorte qu'adolescents ils se sentaient en pays ennemi, incapables de développer de la confiance, ni en soi ni envers leurs familles ni, plus tard, envers «les autres». Ce qui avait comme effet qu'ils manquaient de réel attachement envers leurs proches, ensuite souvent en projection envers «la société» tout court. La réaction se manifestant dans le courant de l'«Anti-pédagogie», propagée par le mouvement de 68 qui a condamné fondamentalement toute éducation autoritaire, voire comme «crime contre l'enfant et son autonomie». Malheureusement, l'endoctrinement politique derrière les théories antiautoritaires a surchargé la psyché enfantine en lui transférant la tâche de trouver son chemin vers la vie sociale tout seul. Ce mécanisme allait de pair avec le refus de la responsabilité éducative et, en plus, cette négation coupa court à tout procès de transfert concernant les bases des valeurs de la société. Il se trouva également en stricte contradiction à toute éthique pédagogique qui a un concept tout autre de l'autorité que la doctrine antiautoritaire lui reproche de façon erronée. Car cette forme d'autorité dans le sens de la pédagogie basée sur l'image essentiellement sociale de l'être humain, renonce à tout acte arbitraire et prône l'attitude non-violente envers l'enfant, respectant sa dignité qui lui est due comme à chaque être humain. Elle remplace l'autoritarisme dans l'éducation par ses directives bienveillantes, apprenant ainsi à l'enfant comment façonner ses relations envers son entourage social de façon équilibrée, dans un échange honnête et respectueux. C'est ainsi que l'éducateur ne s'éclipse pas du monde enfantin, mais aide l'enfant à trouver un ordre intérieur intégrant des valeurs et ainsi une orientation pour la vie. Par cet accompagnement sur cette voie vers la vie sociale, l'enfant mûrit développant sa personnalité individuelle autant que sa capacité à nouer et maintenir des relations humaines. Sans cette orientation impliquant la dimension éthique, les enfants courent le danger de poursuivre l'idée fixe du succès rapide et de lui soumettre son entourage social pour atteindre ses objectifs, souvent égoïstes.

### La vie humaine en société, conduite par le respect mutuel, doit se cultiver

Ces évolutions ayant comme but de mettre toute éducation sous le soupçon général d'autoritarisme creusent dans beaucoup de familles, non seulement, un fossé profond entre les générations. Ce fossé entre les humains convient aux projets néolibéraux de la transformation de la société en simples organismes à consommation débridée. Un processus rampant de désintégration des valeurs s'est introduit dans nos sociétés occidentales érodant nos vies orientées par nature vers la coopération. De plus en plus la vie en commun des peuples doit se soumettre aux objectifs éco-

nomiques. Leurs idéologies et stratégies influencent aussi les théories actuelles en vogue sur l'éducation moderne. La transmission des valeurs fondamentales humaines et démocratiques relève actuellement d'une grande précarité, semant les doutes chez beaucoup de parents concernant leurs attitudes éducatrices.

En conséquence de ces évolutions, nous vivons de plus en plus dans des sociétés où les individus sont isolés et où les relations entre eux s'atrophient. Notre jeunesse est particulièrement touchée par ce phénomène. De nombreux enfants ne sont pas intégrés et maintenus dans leur famille, leur école ou leur environnement social. Ils se sentent souvent vides et inutiles. Un ennui intérieur détermine leur vie souvent provoqué par l'absence douloureuse de sens à leur vie. Pourtant, la nature humaine favoriserait et exigerait un développement tout autre. Ce manque de relations et les problèmes personnels qui en découlent sont précisément le terreau où se propage la violence, puisqu'elle naît surtout là où les communautés et les relations interpersonnelles se désagrègent. Il en résulte une génération sans histoire et déracinée, sans compréhension des relations essentielles à la vie sociale. Cette position favorise sa révolte contre les évidences de la vie, développe un sentiment exagéré de sa propre importance, la rend sensible à la séduction et au totalitarisme politique de toutes sortes, tout cela en guise de tentative de sortir à court terme et de manière asociale d'un malaise pourtant constant. Celui-ci s'exprime souvent par une rancœur profonde envers leurs entourage prenant souvent les formes d'une haine généralisée «des autres». Cette haine résulte souvent du sentiment d'être laissé pour compte, attitude qui favorise le terreau psychique pour de nombreux fantasmes de violence que l'industrie du «divertissement» sert avec empressement en présentant la guerre comme source de distraction.

### L'être humain – un être à caractère social

Pour éviter ce cercle vicieux et pour comprendre ce dont les enfants ont besoin de la part des adultes, nous nous trouvons face au grand choix de nombreuses enquêtes soigneusement établies par la *psychologie du développement*, en particulier *la recherche sur l'attachement*. Elles confirment les acquis des recherches précédentes en sciences humaines qui les ont devancées : l'être humain est un être ultra-social et ne peut survivre et mener une vie digne qu'en coopération avec ses semblables. Dès leur naissance, les enfants sont prédestinés à ce conformisme naturel. Certes, le nouveau-né est un «prématuré biologique», comme l'a dénommé le biologiste et anthropologue suisse *Adolf Portmann*, et il ne survivrait pas sans soins affectifs. Mais le nouveau-né apporte déjà au monde un certain nombre d'aptitudes lui permettant d'établir par lui-même un contact avec sa mère et de lui rendre la pareille. Ainsi, ses organes sensoriels sont déjà suffisamment développés pour que le nourrisson puisse reconnaître avec netteté le visage de sa mère lors de l'allaitement ou de l'alimentation, tout comme il reconnaît sa voix et son odeur et demeure préparé à la succion et à la déglutition grâce à ses récepteurs cutanés plus nombreux que la moyenne sur les lèvres et la langue (formant ainsi ses outils fins ciblés sur la future motricité verbale).

Au cours de son développement précoce, il cherche spontanément à entrer en contact avec ses parents, à attirer sur lui leur attention émotionnelle et leur affirmation. Bref, il est orienté vers eux. On observe déjà chez le nourrisson de trois mois un sentiment préparant le concept du «nous». A neuf mois, les enfants font habituellement un grand pas en avant dans leur développement (l'anthropologue de l'évolution *Michael Tomasello* le dénomme la «révolution des neuf mois») dirigeant leur attention vers une autre personne ou un autre objet. Il en résulte, entre neuf et douze mois, le phénomène de «l'attention partagée». Les enfants attirent par exemple l'attention de leurs parents sur des objets en les montrant du doigt (en tant que stade préliminaire du langage), car ils ont reconnu le but de l'action. Cette disposition profondément humaine est en même temps à l'origine du développement de la capacité de coopération, de compassion et de responsabilité sociale, aptitudes qui permettent au jeune enfant d'acquiescer une attitude envers son entourage social qui lui permette de résoudre des tâches vitales plus complexes, à la fois pour son propre bien et celui de ses proches.

### Compassion et coopération résultent de la qualité de l'éducation

Heureusement, la recherche sur les styles d'éducation fournit également aux parents d'aujourd'hui des résultats de recherche scientifiquement fondés. Par exemple, la psychologue américaine du développement *Diana Baumrind*, décédée il y a quelques années, a apporté une contribution significative à la question du style d'éducation approprié, complétant et confirmant ce qu'*Alfred Adler*, le fondateur de la psychologie individuelle, avait déjà demandé dans la première moitié du siècle dernier. Elle est arrivée à la conclusion qu'un style d'éducation intégrant l'autorité de l'éducatrice ou de l'éducateur (style d'autorité) – la notion n'est pas à confondre avec celle de l'autoritarisme – est celui qui prépare le mieux les enfants à bien réussir leur vie et à développer l'empathie et la capacité de coopération. Baumrind a relevé deux facteurs importants pour les éducateurs : d'une part, ils devraient poser des exigences adaptées à l'âge de leurs enfants et encourager ainsi leur activité et leur aspiration à l'indépendance, tout en gardant un œil sur eux et, si nécessaire, en les encourageant et aidant à se corriger, mais en s'abstenant de toute démonstration de force et de toute contrainte.

En vivant dans la vie réelle de tous les jours leurs valeurs et en les manifestant ainsi, ils sont en même temps le modèle vivant de leur éthique, modèle concrète ouvert aux processus d'identification par les enfants. De tels éducateurs les encouragent à exprimer leur opinion leur offrant un terrain vivant de friction ou de désaccord en cas de divergences d'idées, de sorte que les adolescents puissent modifier ou clarifier les leurs en les intégrant dans l'orientation de leur propre vie en tant qu'expériences sur le plan émotif aussi. En même temps, de tels parents font preuve de sollicitude, de chaleur, de respect, de sensibilité et de soutien. Une telle attitude les conduit tout naturellement à l'aptitude à s'adresser aux enfants de manière ouverte et intellectuellement stimulante.

Il faut l'avouer, de telles exigences envers les éducateurs sont élevées et les défient en tant que personnes mûres et conscientes d'eux-mêmes. Mais introduire les enfants dans le monde de cette attitude intérieure vaut décidément la peine. Les recherches de Diana Baumrind montrent que les enfants élevés à la manière de ce style d'autorité (naturelle, en dirait) se sont montrés, dès l'âge préscolaire, serviables et coopératifs, capables de résoudre les conflits à la fois avec droiture et sensibilité et de se défendre en plus contre des injustices. A l'âge d'adolescence, ces enfants sont moins prédisposés aux comportements à risque tels que la consommation de drogues ou la délinquance, ils sont plus performants et plus prosociaux assumant volontiers, sur le plan de la vie en commun, des tâches adaptées à leur âge.

### Un savoir utile – pas seulement pour des enfants

Ce savoir de l'évolution du caractère est donc entièrement à notre disposition face à la question de comment rendre nos enfants et nos jeunes plus forts intérieurement et leur transmettre les valeurs nécessaires : elles conduisant les jeunes adultes à maîtriser leurs vies et à savoir nouer des relations stables. Cette connaissance de l'être humain doit devenir un bien commun. Il nous donne en outre des indications pour analyser les problèmes actuels, non pas ceux liés à l'éducation de nos adolescents seuls. Si nous sommes touchés par les événements qui bouleversent aujourd'hui notre monde, nous devons impérativement nous poser la question de l'orientation des valeurs des politiciens et des responsables. Le monde souffre malheureusement souvent de ceux qui occupent des postes au sommet, qui abusent de la confiance qui leur est accordée, soutiennent des systèmes d'injustice et plongent le monde dans des guerres de puissance et des populations entières dans la misère. Mal guidés par des idéologies et la soif de pouvoir, une partie croissante d'entre eux tirent profit de leur position exclusivement pour leur propre avantage, sans considération ni sensibilité face à des conséquences engendrées par leur comportement. Ils devraient avoir le courage de regarder honnêtement les conséquences d'un tel comportement irresponsable. Or, il leur manque la base, à savoir l'éthique humaine. •

<sup>1</sup> Spilsbury, Louise; Kai, Hanane. *Wir sind füreinander da*. Gabriel-Verlag 2021